

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2085

7 septembre 2011

### SOMMAIRE

Accessible Luxury Holdings 1 S.A. ....	100061	Heco Reassurantie S.A. ....	100060
A.C.G. S.A., S.P.F. ....	100052	Helicopters Services Europe ....	100060
Alexander J Davies ....	100077	Helicopters Services Europe ....	100061
Alvogen IPCo S. à r.l. ....	100061	ICG Minority Partners 2008 No.2 S.A. ..	100048
Anastacia S.A. ....	100078	Immo-Plâtre S.à r.l. ....	100066
Arcelor Mittal Foundation ....	100080	Immotrop S.A. ....	100066
Athene International S.à r.l. ....	100056	Impex Lux Services S.à r.l. ....	100080
Buziol Investimenti s.r.l. ....	100034	International Finance Development Com- pany ....	100056
Buziol Investment Soparfi S.A. ....	100034	John Taylor Corporate S.A. ....	100069
DHA S.à r.l. ....	100050	JP Commercial II S.à r.l. ....	100069
Dietlux SA ....	100051	JP Commercial VI S.à r.l. ....	100069
diffusion saint-paul ....	100060	Kaltchuga Capital Management S.A. ....	100070
Docpharma Luxembourg Sàrl ....	100051	Kerma S.A. ....	100051
East Capital (Lux) ....	100052	K.E. S.à r.l. ....	100070
E.B. Trans S.A. ....	100052	Klötze ....	100076
Educos Vision ....	100070	La Royale Ressource Vive Distribution ..	100077
Eltrona Interdiffusion S.A. ....	100052	La Thériaque Luxembourgeoise S.A. ....	100078
EPAM Systems S.à r.l. ....	100053	LCB Prop Co. C S.à r.l. ....	100053
EUDECO - European Development Com- pany S.A. ....	100053	Lemwerder ....	100076
Eupalinos S.A. ....	100055	Les Grands Crus s.à r.l. ....	100079
Expression 3 ....	100055	Lilas Securities Sàrl ....	100069
Fidessa Fund ....	100055	Longchamp Strategies S.A. ....	100079
FSL S.à r.l. ....	100056	Louila Holding S.A. ....	100079
F.S.W. s.à.r.l. ....	100056	LSF Lux Japan Investments S.à r.l. ....	100080
Ger Log 8 S.A. ....	100079	LSREF Kachidoki Investments S.à r.l. ....	100080
Global Invest S.A. ....	100058	LSREF Kachidoki Investments S.à r.l. ....	100080
GPC International S.A. ....	100058	LSREF Summer Loans, S.à r.l. ....	100066
Great Prospects (Luxembourg) S.à r.l. ..	100059	Merrill Lynch Luxembourg Holdings S.à r.l. .....	100076
Great Prospects (Luxembourg) S.à r.l. ..	100059	Société civile immobilière JACQUIMMO .....	100058
Greenwill ....	100059	TPG Echternach S. à r.l. ....	100056
Greenwill S.A. ....	100059		
Grimsby Investments S.à r.l. ....	100059		
Gustavia Sàrl ....	100060		

**Buziol Investimenti s.r.l., Société Anonyme,  
(anc. Buziol Investment Soparfi S.A.).**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 100.624.

L'an deux mille onze, le quinze juin.

Pardevant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme BUZIOL INVESTMENT SOPARFI S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, R.C.S. Luxembourg numéro B 100624, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en date du 2 avril 2004, publié au Mémorial C numéro 673 du 1<sup>er</sup> juillet 2004, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 décembre 2007, publié au Mémorial C numéro 604 du 11 mars 2008,

ayant un capital social de onze millions cent soixante et onze mille six cent quatre-vingts euros (EUR 11.171.680,-), représenté par cinq cent cinquante-huit mille cinq cent quatre-vingt-quatre (558.584) actions avec une valeur nominale de vingt euros (EUR 20,-) chacune.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Sophie Erk, employée privée, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Antonio Fernandes, employé privé, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont. Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

La présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

- 1.- Approbation de la situation économique et patrimoniale au 31 mai 2011.
- 2.- Modification de la dénomination de la société en Buziol Investimenti s.r.l.
- 3.- Modification de l'objet social pour lui donner la teneur reprise dans les nouveaux statuts en langue italienne.
- 4.- Fixation de la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2050.
- 5.- Démission des administrateurs et du commissaire de la société.
- 6.- Transfert du siège social, statutaire et administratif de Luxembourg en Italie, et adoption par la société de la nationalité italienne.
- 7.- Changement de la forme légale de la société d'une "société anonyme" en "société à responsabilité limitée".
- 8.- Refonte complète des statuts de la société pour les adapter à la législation italienne.
- 9.- Nominations statutaires.
- 10.- Délégation de pouvoirs.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée approuve le bilan et le compte de pertes et profits arrêtés au 31 mai 2011 tels qu'ils ont été élaborés par le conseil d'administration et le commissaire de la société et soumis à l'assemblée.

Lesdits documents, signés ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour être formalisés avec lui.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société en Buziol Investimenti s.r.l..

#### *Troisième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'objet social pour lui donner la teneur reprise dans l'article trois des nouveaux statuts en langue italienne ci-après.

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée décide de fixer la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2050.

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs de la société, à savoir Messieurs Angelo De Bernardi, Alexis De Bernardi et Robert Reggiori et du commissaire aux comptes de la société à savoir Monsieur Jean-Marc Heitz et de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats.

#### *Sixième résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège social, statutaire et administratif de la société de L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, à I-31044 Vicenza (VI), Strada Marosticana 6 (Italie), et de faire adopter par la société la nationalité italienne, selon la loi italienne.

L'assemblée décide que le transfert du siège ne devra pas donner lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal et constate que cette résolution est conforme à la directive du Conseil de la CEE en date du 17 juillet 1969 et aux dispositions des articles 4 et 50 du D.P.R. du 26 avril 1986, numéro 131.

#### *Septième résolution*

L'assemblée décide de changer la forme légale de la société d'une "société anonyme" en "société à responsabilité limitée" et de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

### "STATUTO

#### **Denominazione - Scopo - Sede - Durata**

##### **Art. 1.**

1.1 E' costituita una Società a responsabilità limitata con la denominazione di "Buziol Investimenti s.r.l."

##### **Art. 2.**

2.1 La società ha sede nel Comune di Vicenza (VI) all'indirizzo risultante dalla apposita iscrizione eseguita presso il registro delle Imprese a sensi dell'art. 111-ter disposizioni di attuazione del codice civile.

2.2 L'Organo Amministrativo ha facoltà di trasferire la sede nell'ambito del suddetto comune e di istituire e di sopprimere ovunque unità locali operative (ad esempio succursali, filiali o uffici amministrativi senza stabile rappresentanza).

##### **Art. 3.**

3.1 La società ha per oggetto le seguenti attività:

a) l'assunzione di partecipazioni in altre società od enti italiani ed esteri, allo scopo di stabile investimento e non di collocamento presso terzi, il coordinamento tecnico, amministrativo e finanziario, anche mediante la gestione della tesoreria di gruppo ed il servizio di elaborazione dati, delle società od enti ai quali partecipa.

b) la compravendita e la gestione in genere di titoli pubblici e privati, italiani ed esteri, in proprio ed a titolo di investimento e quindi in forma non professionale.

3.2 E' tassativamente escluso l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di cui sub a) e sub b).

3.3 La società, per il raggiungimento dell'oggetto sociale, potrà compiere tutte le operazioni commerciali, industriali ed immobiliari ed inoltre potrà compiere, in via non prevalente e del tutto accessoria e strumentale e comunque con espressa esclusione di qualsiasi attività svolta nei confronti del pubblico, operazioni finanziarie e mobiliari, concedere fidejussioni, avalli, cauzioni, garanzie anche a favore di terzi.

##### **Art. 4.**

4.1 La durata della società è fissata sino al 31 (trentuno) dicembre 2050 (duemilacinquanta) e può essere prorogata per deliberazione dell'Assemblea dei soci.

#### **Capitale sociale - Finanziamenti soci**

##### **Art. 5.**

5.1 Il capitale è fissato in € 11.171.168,00 (undicimilioni centosettantunomila centosessantotto).

5.2 Il capitale potrà essere aumentato a pagamento (mediante nuovi conferimenti in denaro o in natura) o a titolo gratuito (mediante passaggio a capitale di riserve o di altri fondi disponibili).

5.3 Possono essere conferiti, a liberazione dell'aumento a pagamento del capitale, tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica, compresi la prestazione d'opera o di servizi a favore della società; la delibera di aumento del

capitale deve stabilire le modalità del conferimento: in mancanza di qualsiasi indicazione il conferimento deve farsi in denaro.

5.4 In caso di decisione di aumento del capitale sociale mediante nuovi conferimenti spetta ai soci il diritto di sottoscriverlo in proporzione alle partecipazioni da essi possedute (nel prosieguo indicato come diritto di opzione). Nella decisione di aumento deve essere indicato il termine per l'esercizio del diritto di opzione che non potrà in nessun caso essere inferiore a trenta giorni dalla data in cui viene comunicato ai soci che l'aumento può essere sottoscritto. La comunicazione dovrà essere data dall'organo amministrativo a tutti i soci mediante raccomandata con A.R.; ai fini della presente disposizione si ha riguardo a coloro che rivestono la qualità di socio sulla base delle risultanze del registro Imprese ovvero che giustificano la propria qualità di socio esibendo un titolo di acquisto debitamente depositato al registro Imprese; detta comunicazione può essere omessa qualora i soci tutti dichiarino, contestualmente alla decisione di aumento del capitale, di essere informati dell'offerta di opzione e del termine relativo; in quest'ultimo caso il termine per l'esercizio del diritto di opzione decorre dalla data della iscrizione al registro Imprese della decisione di aumento. Coloro che esercitano il diritto di opzione, purché ne facciano contestuale richiesta, hanno diritto di prelazione nella sottoscrizione delle partecipazioni che siano rimaste non optate; se l'aumento di capitale non viene sottoscritto per l'intero suo importo dai soci, potrà, per la parte non sottoscritta, essere collocato presso terzi, salvo che la decisione di aumento non lo escluda e salvo sempre quanto disposto dall'art. 2481 bis – terzo comma -c.c. per il caso di sottoscrizioni parziali. E' attribuita ai soci la facoltà di prevedere espressamente nella delibera di aumento, che lo stesso possa essere attuato anche mediante offerta di tutte o di parte delle partecipazioni di nuova emissione a terzi, con conseguente esclusione o limitazione del diritto di opzione, salvo che nel caso di cui all'articolo 2482-ter cod. civ.; in tale caso, così come nel caso di decisione di aumento del capitale da liberarsi mediante conferimento in natura con conseguente esclusione o limitazione del diritto di opzione, spetta ai soci che non hanno consentito alla decisione il diritto di recesso.

5.5 Il capitale potrà essere ridotto nei casi e con le modalità di legge. In caso di riduzione del capitale per perdite, può essere omesso il preventivo deposito presso la sede sociale, almeno otto giorni prima dell'assemblea, della relazione dell'organo amministrativo sulla situazione patrimoniale della società e delle osservazioni del Collegio Sindacale o del soggetto incaricato di effettuare la revisione legale dei conti, se nominati. I soci hanno comunque diritto ad ottenere dalla società, dalla data di convocazione e sino alla data fissata per l'assemblea, copia di detti documenti.

#### **Art. 6.**

6.1 I soci potranno eseguire, su richiesta dell'organo amministrativo ed in conformità alle vigenti disposizioni di carattere fiscale, versamenti in conto/capitale ovvero finanziamenti sia fruttiferi che infruttiferi, che non costituiscano raccolta di risparmio tra il pubblico a sensi delle vigenti disposizioni di legge in materia bancaria e creditizia.

6.2 In caso di versamenti in conto capitale, le relative somme potranno essere utilizzate per la copertura di eventuali perdite ovvero trasferite a diretto aumento del capitale di qualunque importo, e ciò previa conforme delibera assembleare.

6.3 Per il rimborso dei finanziamenti dei soci trova applicazione la disposizione dell'art. 2467 cod. civ.

### **Partecipazioni - Trasferimento delle partecipazioni**

#### **Art. 7.**

7.1 E' consentita l'attribuzione di partecipazioni anche in misura non proporzionale ai conferimenti. Peraltro, in mancanza di specifica determinazione in tal senso, le partecipazioni dei soci si presumono di valore proporzionale ai conferimenti effettuati.

7.2 I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta

7.3 Nel caso di comproprietà di una partecipazione, i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune nominato secondo le modalità previste dagli articoli 1105 e 1106 del codice civile; nel caso di pegno, usufrutto o sequestro delle partecipazioni si applica l'articolo 2352 del codice civile.

#### **Art. 8.**

8.1 Le partecipazioni sono trasferibili per atto tra vivi; tuttavia agli altri soci spetta il diritto di prelazione per l'acquisto, a sensi del successivo punto 8.3; ai fini della presente disposizione si ha riguardo a coloro che rivestono la qualità di socio sulla base delle risultanze del registro Imprese ovvero che giustificano la propria qualità di socio esibendo un titolo di acquisto debitamente depositato al registro Imprese.

8.2 Per "trasferimento per atto tra vivi" ai fini dell'applicazione del presente articolo s'intendono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione del termine e quindi, oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, i contratti di permuta, conferimento, dazione in pagamento e donazione ed il trasferimento di mandato fiduciario.

8.3 Per l'esercizio del diritto di prelazione valgono le seguenti disposizioni e modalità:

- il socio che intende trasferire in tutto od in parte la propria partecipazione, nei casi di cui al precedente punto 8.2, dovrà comunicare la propria offerta a mezzo lettera raccomandata all'organo amministrativo: l'offerta deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il prezzo e le modalità di pagamento. L'organo amministrativo, entro quindici giorni dal ricevimento della raccomandata, comunicherà l'offerta agli altri soci. Ogni socio interessato all'acquisto deve far pervenire all'organo amministrativo la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata consegnata alle poste non oltre trenta giorni dalla data di ricevimento (risultante dal timbro postale) della comunicazione da parte dell'organo amministrativo;

La comunicazione dell'intenzione di trasferire la partecipazione formulata con le modalità indicate equivale a proposta contrattuale ai sensi dell'articolo 1326 c.c. Pertanto il contratto di trasferimento si intenderà concluso nel momento in cui chi ha effettuato la comunicazione viene a conoscenza della accettazione dell'altra parte. Da tale momento, il socio cedente è obbligato a concordare con il cessionario la ripetizione del negozio in forma idonea al deposito al Registro Imprese, con contestuale pagamento del prezzo come indicato nella offerta di cessione. Il negozio dovrà, peraltro, consistere in ogni caso in una compravendita della partecipazione, anche nelle altre ipotesi che possono dar luogo al diritto di prelazione previste dal precedente punto 8.2.

- nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, la partecipazione offerta spetterà ai soci interessati in proporzione alle partecipazioni da ciascuno di essi possedute;

- se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, abbiano dichiarato di esercitarla, salvo che gli stessi abbiano dichiarato di volersi avvalere della prelazione solo ed esclusivamente in proporzione alla propria partecipazione;

- il diritto di prelazione dovrà comunque essere esercitato dagli altri soci, anche in via non proporzionale tra di loro verificandosi il caso di cui all'ultimo periodo del punto precedente, per l'intera partecipazione offerta, poiché tale è l'oggetto della proposta formulata dal socio offerente;

- qualora non si verifichi la condizione di cui al punto che precede ovvero nessun socio intenda acquistare la partecipazione offerta nel rispetto dei termini e delle modalità sopra indicati, il socio offerente sarà libero di trasferire la partecipazione offerta in vendita all'acquirente indicato nella comunicazione entro i sessanta giorni successivi dal giorno in cui è scaduto il termine per l'esercizio del diritto di prelazione, in mancanza di che la procedura della prelazione deve essere ripetuta.

- la prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente. Qualora il prezzo richiesto sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione nonché in tutti i casi in cui la natura del negozio non preveda un corrispettivo ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti di comune accordo tra loro. Qualora non fosse raggiunto alcun accordo, il prezzo sarà determinato, mediante relazione giurata di un esperto nominato dal Presidente del Tribunale del luogo ove è la sede della società, su istanza della parte più diligente; nell'effettuare la sua determinazione l'esperto dovrà tener conto della consistenza patrimoniale della società e della sue prospettive reddituali, nonché del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie, con particolare attenzione a un eventuale "premio di maggioranza" per il caso di trasferimento della partecipazione di controllo della società; le spese della relazione giurata saranno a carico della società nel caso in cui il valore stabilito dall'esperto sia inferiore di oltre il 20% (venti per cento) rispetto al prezzo offerto; negli altri casi, invece, dette spese saranno a carico di chi ha richiesto la relazione giurata.

- Qualora il prezzo stabilito dall'esperto risultasse superiore al prezzo offerto dal potenziale acquirente, il trasferimento a favore dei soci aventi diritto di prelazione avverrà comunque al prezzo offerto dal potenziale acquirente; qualora il prezzo stabilito dall'esperto risultasse inferiore di non oltre il 5% (cinque per cento) al prezzo offerto dal potenziale acquirente, il trasferimento a favore dei soci aventi diritto di prelazione avverrà al prezzo determinato dall'esperto;

Qualora il prezzo stabilito dall'esperto risultasse inferiore di oltre il 5% (cinque per cento) al prezzo offerto dal potenziale acquirente, nonché in tutti i casi in cui la natura del negozio non preveda un corrispettivo ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, il socio che intende procedere al trasferimento avrà facoltà di revocare la propria proposta e di desistere da tale sua intenzione dandone notizia all'organo amministrativo a mezzo raccomandata con ricevuta di ritorno, che sarà inoltrata in copia anche a tutti i soci che abbiano esercitato la prelazione, nel termine di 15 (quindici) giorni dal ricevimento della sopra citata determinazione dell'esperto. Ove il socio offerente si avvalga di tale facoltà, sia l'offerta che la comunicazione di esercizio della prelazione si intenderanno prive di effetto. Ove il socio offerente non si avvalga di tale facoltà, entro il termine sopra indicato, il trasferimento a favore dei soci aventi diritto di prelazione avverrà al prezzo determinato dall'esperto;

- Il diritto di prelazione spetta ai soci anche quando si intenda trasferire il diritto di opzione e la nuda proprietà della partecipazione. Il diritto di prelazione non spetta invece per il caso di costituzione di diritti reali o di garanzia (compresi l'usufrutto ed il pegno). Tuttavia per la costituzione di diritti reali o di garanzia (compresi l'usufrutto ed il pegno) con efficacia verso la società, è richiesto il preventivo consenso scritto di tutti gli altri soci.

8.4 Il trasferimento delle partecipazioni e del diritto di opzione, sarà possibile senza l'osservanza delle formalità di cui al precedente punto 8.3 qualora il socio cedente abbia ottenuto la rinuncia all'esercizio del diritto di prelazione per quella specifica cessione da parte di tutti gli altri soci.

8.5 Il trasferimento delle partecipazioni, se ed in quanto posto in essere con l'osservanza delle prescrizioni di cui ai punti 8.1, 8.2, 8.3 e 8.4 che precedono, avrà effetto di fronte alla società dal momento del deposito dell'atto relativo presso il Registro Imprese. Nel caso di trasferimento, per atto tra vivi, eseguito senza l'osservanza di quanto prescritto nel presente articolo, lo stesso non avrà effetto verso la società e l'acquirente non sarà legittimato all'esercizio del diritto di voto, degli altri diritti amministrativi e dei diritti patrimoniali. Il cessionario dovrà trasmettere, nel più breve tempo possibile, copia dell'atto traslativo e della ricevuta di avvenuto deposito al registro Imprese, all'organo amministrativo, affinché lo stesso possa procedere agli adempimenti prescritti dalla legge e/o dal presente statuto.

8.6 L'intestazione a società fiduciaria o la reintestazione, da parte della stessa (previa esibizione del mandato fiduciario) agli effettivi proprietari non è soggetta a quanto disposto dal presente articolo, purché venga dimostrata, nel caso di reintestazione, la continuità del mandato in capo al medesimo fiduciante dalla data della prima intestazione alla fiduciaria fino alla reintestazione.

#### **Art. 9.**

9.1 In caso di morte di uno dei soci gli altri, entro i sessanta giorni successivi al decesso, debbono decidere se:

- liquidare la partecipazione agli eredi
- continuare la società con gli eredi stessi (in questo caso la società potrà essere continuata, anche con uno, più o tutti gli eredi del defunto, secondo quanto dagli stessi convenuto a titolo di divisione ereditaria)
- sciogliere la società

9.2 In caso di liquidazione, gli eredi avranno diritto al rimborso della partecipazione del socio defunto in proporzione al patrimonio sociale; esso a tal fine è determinato a sensi del successivo art. 27.1; il relativo pagamento dovrà essere effettuato dalla società ai successori del defunto entro centottanta giorni dalla decisione di liquidare la quota. Si applica la disposizione di cui al successivo art. 27.3

9.3 Le decisioni circa la continuazione o la liquidazione della partecipazione del socio defunto potranno essere assunte ai sensi del successivo art. 11, senza tener conto, ai fini del calcolo della maggioranza, della partecipazione del socio defunto; la decisione di sciogliere la società dovrà invece essere adottata mediante delibera assembleare a sensi del successivo art. 12 senza tener conto, ai fini del calcolo del quorum costitutivo e del quorum deliberativo, della partecipazione del socio defunto.

9.4 Le disposizioni di cui ai precedenti punti 9.1, 9.2, 9.3 non trovano applicazione nel caso in cui la società abbia un unico socio. Pertanto nel caso di decesso dell'unico socio, persona fisica, la partecipazione dallo stesso detenuta, pari al 100% del capitale, si devolgerà a favore degli eredi legittimi ovvero degli eredi e/o legatari nominati nell'eventuale testamento.

9.5 Il trasferimento della partecipazione agli eredi o legatari del socio defunto, se ed in quanto posto in essere con l'osservanza delle prescrizioni di cui ai punti 9.1 e 9.3 che precedono, avrà effetto di fronte alla società dal momento del deposito della prescritta documentazione presso il Registro Imprese. Nel caso di trasferimento "mortis causa" eseguito senza l'osservanza di quanto prescritto nel presente articolo, lo stesso non avrà effetto verso la società e l'erede o il legatario non sarà legittimato all'esercizio del diritto di voto, degli altri diritti amministrativi e dei diritti patrimoniali. L'erede o il legatario dovrà trasmettere, nel più breve tempo possibile, copia della suddetta documentazione e della ricevuta di avvenuto deposito al registro Imprese, all'organo amministrativo, affinché lo stesso possa procedere agli adempimenti prescritti dalla legge e/o dal presente statuto.

In caso di continuazione della società con più eredi o legatari del socio defunto gli stessi dovranno nominare un rappresentante comune.

9.6 Nel caso in cui i soci superstiti decidano di liquidare la partecipazione del socio defunto ai sensi del precedente punto 9.1, l'erede che sia già socio della società può chiedere, in luogo della liquidazione della partecipazione, di subentrare nella partecipazione già spettante al socio defunto (accrescendo la partecipazione già posseduta con quella devolutasi per successione mortis causa). Nel caso in cui la partecipazione del socio defunto si devolva a più eredi, per l'applicazione della presente disposizione, è necessario che tutti i coeredi comproprietari siano già soci ovvero che la partecipazione caduta in successione, a seguito di divisione ereditaria, venga assegnata, in proprietà esclusiva, prima della liquidazione, al solo coerede già socio.

### **Decisioni dei soci**

#### **Art. 10.**

10.1 I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge e dal presente Statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

10.2 In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci:

- a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b) la nomina dell'organo amministrativo;
- c) la nomina nei casi previsti dalla legge dei sindaci e del presidente del collegio sindacale o del soggetto incaricato di effettuare la revisione legale dei conti;
- d) le modificazioni del presente Statuto;
- e) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci.

#### **Art. 11.**

11.1 Le decisioni dei soci, salvo quanto previsto al successivo art. 12.1, sono adottate mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto, su iniziativa di uno o più amministratori ovvero di uno o più soci;

in quest'ultimo caso dell'iniziativa assunta dai soci debbono essere informati gli amministratori. Informazione dell'iniziativa deve inoltre essere data, in ogni caso, ai Sindaci, se nominati.

L'individuazione dei soci legittimati a partecipare alle decisioni in forma non assembleare è effettuata con riferimento alla compagine sociale alla data dell'inizio della procedura; qualora nel frattempo intervengano mutamenti nella compagine sociale, il nuovo socio, che sia legittimato ad esercitare il diritto di voto ai sensi del presente Statuto, potrà sottoscrivere la decisione in luogo del socio cessato che non abbia ancora espresso alcuna volontà. Ai fini della presente disposizione si ha riguardo a coloro che rivestino la qualità di socio (o di titolare di diritto reale che attribuisce il diritto di voto) sulla base delle risultanze del registro Imprese ovvero che giustifichino la propria qualità di socio (o di titolare di diritto reale che attribuisce il diritto di voto) esibendo un titolo di acquisto debitamente depositato al registro Imprese.

11.2 Nel caso si opti per il sistema della consultazione scritta dovrà essere redatto apposito documento scritto, dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione, il contenuto e le risultanze della decisione e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti

- la menzione dell'eventuale parere del Collegio Sindacale, se nominato

- l'indicazione dei soci consenzienti, dei soci contrari o astenuti, e su richiesta degli stessi l'indicazione del motivo della loro contrarietà o astensione

- la sottoscrizione di tutti i soci, sia consenzienti che astenuti che contrari, con indicazione della data in cui ciascuna sottoscrizione è stata apposta.

La decisione si intende formalmente assunta al momento dell'apposizione dell'ultima sottoscrizione, sempreché sia stata raggiunta la prescritta maggioranza. Il procedimento deve comunque concludersi entro 30 (trenta) giorni: pertanto se, decorsi trenta giorni dalla prima delle sottoscrizioni, uno o più soci dovessero ancora apporre la propria sottoscrizione, il procedimento dovrà essere ripetuto dall'inizio.

Anziché redigere un autonomo apposito documento, la decisione con le relative menzioni e sottoscrizioni, potrà essere scritta direttamente sul Libro delle decisioni dei Soci

11.3 Nel caso si opti per il sistema del consenso espresso per iscritto dovrà essere redatto apposito documento scritto dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione, il contenuto e le risultanze della decisione e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti

- la menzione dell'eventuale parere del Collegio Sindacale, se nominato

Copia di tale documento dovrà essere trasmessa a tutti i soci i quali entro i cinque giorni successivi dovranno trasmettere alla società la risposta mediante apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, nella quale dovranno esprimere il proprio voto favorevole o contrario ovvero l'astensione, indicando, se ritenuto opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; la mancanza di risposta dei soci entro il termine suddetto equivale a voto contrario. La decisione si intende formalmente assunta nel momento in cui sono pervenute alla società le risposte di tutti i soci ovvero alla scadenza del termine sopra fissato per la risposta, sempreché sia stata raggiunta la prescritta maggioranza. Il procedimento deve comunque concludersi entro 30 (trenta) giorni dalla prima delle trasmissioni eseguite.

Le trasmissioni previste nel presente comma potranno avvenire con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica.

11.4 Ad ogni socio deve essere assicurata la partecipazione alle decisioni di cui al presente articolo ed il suo voto vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

11.5 Le decisioni dei soci sono prese con il voto favorevole dei soci che rappresentano la maggioranza del capitale sociale.

11.6 Fintantoché la decisione non risulta formalmente assunta a sensi dei precedenti punti 11.2 e 11.3, uno o più amministratori ovvero soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale (e che non abbiano già espresso la loro volontà), possono richiedere che la decisione stessa venga adottata mediante deliberazione assembleare nel rispetto del metodo collegiale.

11.7 La decisione dei soci, adottata a sensi del presente articolo, dovrà essere trascritta, a cura dell'organo amministrativo, senza indugio, e comunque entro dieci giorni dal momento in cui la decisione deve intendersi formalmente assunta a sensi dei commi che precedono, nel Libro delle decisioni dei soci. Detta trascrizione dovrà riportare:

- il testo della decisione, così come sottoposto alla approvazione dei soci, e le eventuali autorizzazioni alla stessa conseguenti;

- la menzione dell'eventuale parere del Collegio Sindacale, se nominato

- i soci favorevoli, contrari o astenuti ed il capitale da ciascuno di essi rappresentato;

- la data in cui la decisione è stata formalmente assunta

- le eventuali osservazioni o dichiarazioni relative all'argomento oggetto della decisione, se richiesto dai soci che le hanno effettuate

La relativa documentazione, in originale, dovrà essere conservata agli atti della società.

11.8 La decisione diviene efficace con la sua trascrizione nel Libro delle decisioni dei soci. Dallo stesso momento decorre il termine per la sua eventuale impugnazione a sensi e per gli effetti di cui all'art. 2479 ter c.c.

Qualora la decisione adottata con il sistema della consultazione scritta sia stata scritta direttamente nel Libro delle decisioni dei Soci, con tutte le menzioni di cui al precedente punto 11.7, la trascrizione della stessa, agli effetti di cui sopra, deve intendersi avvenuta nel momento stesso in cui la decisione può ritenersi formalmente assunta a sensi dei commi che precedono.

11.9 L'organo amministrativo è tenuto a comunicare a ciascun socio ed ai Sindaci e/o al soggetto incaricato di effettuare la revisione legale dei conti, se nominati, l'avvenuta trascrizione della decisione ed il relativo contenuto, salvo che da tale incombenza sia stato esonerato dall'avente diritto.

#### **Art. 12.**

12.1 Con riferimento alle materie indicate nel precedente art. 10.2 ai punti d) ed e), in tutti gli altri casi espressamente previsti dalla legge o dal presente Statuto, oppure quando lo richiedono uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci debbono essere adottate mediante deliberazione assembleare nel rispetto del metodo collegiale.

12.2 A tal fine l'assemblea deve essere convocata dall'Organo Amministrativo anche fuori della sede sociale, purché in Italia o nell'ambito del territorio di Nazione appartenente alla Unione Europea. In alternativa all'organo amministrativo, l'assemblea può essere convocata anche su iniziativa di uno o più soci ovvero dal Collegio Sindacale, se nominato.

12.3 L'Assemblea viene convocata con avviso spedito almeno otto giorni prima di quello fissato per l'assemblea, ai soci ed agli altri aventi diritto, al proprio domicilio; in particolare l'avviso di convocazione deve essere inviato a coloro che rivestono la qualità di socio (o di titolare di diritto reale che attribuisce il diritto di voto) sulla base delle risultanze del registro Imprese ovvero che giustifichino la propria qualità di socio (o di titolare di diritto reale che attribuisce il diritto di voto) esibendo un titolo di acquisto debitamente depositato al registro Imprese; detto avviso può essere spedito con lettera raccomandata con avviso di ricevimento, ovvero può essere consegnato a mano e controfirmato per ricevuta dal destinatario, ovvero può essere comunicato con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo (compresi telefax, posta elettronica o altri mezzi similari) purché, in ogni caso, sia garantita la prova della avvenuta spedizione. Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

12.4 Nell'avviso di convocazione potrà essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione per il caso in cui nella adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risultasse legalmente costituita; comunque anche in seconda convocazione valgono le medesime maggioranze previste per la prima convocazione

12.5 In mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita in forma totalitaria quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli Amministratori e Sindaci, se nominati, sono presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento. Se gli amministratori o i sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

#### **Art. 13.**

13.1 L'Assemblea è presieduta a seconda della strutturazione dell'organo amministrativo, dall'Amministratore Unico, dal Presidente del Consiglio di Amministrazione ovvero dall'Amministratore più anziano (nel caso di più Amministratori con poteri congiunti o disgiunti). In caso di assenza o di impedimento di questi, l'Assemblea sarà presieduta dalla persona eletta con il voto della maggioranza dei presenti.

13.2 L'Assemblea nomina, sempre con il voto della maggioranza dei presenti, un segretario anche non socio ed occorrendo uno o più scrutatori anche non soci.

13.3 Spetta al Presidente dell'Assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare i risultati delle votazioni.

13.4 E' possibile l'intervento in Assemblea mediante mezzi di telecomunicazione purché sia consentito effettuare gli accertamenti e porre in essere tutte quelle attività che devono risultare dal verbale; in particolare deve essere consentito al Presidente di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti ed il capitale dagli stessi rappresentato, constatare le modalità e proclamare i risultati della votazione, identificando i soci favorevoli, astenuti e dissenzienti; deve inoltre essere consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, di visionare, ricevere o trasmettere documenti, di fare le dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno da riassumere, a loro richiesta, nel verbale.

#### **Art. 14.**

14.1 Il voto di ciascun socio vale in misura proporzionale alla sua partecipazione. Il diritto di voto spetta a coloro che rivestono la qualità di socio (o di titolare di diritto reale che attribuisce il diritto di voto) sulla base delle risultanze del registro Imprese ovvero che giustifichino la propria qualità di socio (o di titolare di diritto reale che attribuisce il diritto di voto) esibendo un titolo di acquisto debitamente depositato al registro Imprese.

14.2 Possono intervenire all'assemblea i soci (o i titolari di diritto reale che attribuisce il diritto di voto) cui spetta il diritto di voto.



14.3 Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare per delega scritta, delega che dovrà essere conservata dalla società. Se la delega viene conferita per la singola assemblea ha effetto anche per le successive convocazioni; è ammessa anche la procura generale a valere per più assemblee, indipendentemente dal loro ordine del giorno. La rappresentanza non può essere conferita né ad amministratori né ai sindaci o al soggetto incaricato di effettuare la revisione legale dei conti se nominati né ai dipendenti della società, né alle società da essa controllate o ai membri degli organi amministrativi o di controllo o ai dipendenti di queste.

14.4 L'assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale, e delibera a maggioranza assoluta dei presenti, salvo che nei casi previsti dal precedente art. 10.2 punti d) ed e) nei quali delibera a maggioranza assoluta dei presenti e comunque col voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale.

Restano comunque salve le altre disposizioni di legge o del presente statuto che per particolari delibere richiedono diverse specifiche maggioranze.

14.5 Salvo diversa disposizione di legge o del presente statuto le partecipazioni per le quali non può essere esercitato il diritto di voto, ma per le quali non è escluso il diritto di intervento all'assemblea, sono computate ai fini della regolare costituzione dell'assemblea ma non ai fini del calcolo della maggioranza e della quota di capitale richiesta per l'approvazione della deliberazione.

14.6 Il quorum costitutivo è calcolato una sola volta all'inizio dell'assemblea. Il "quorum di base deliberativo", ossia il capitale rappresentato in assemblea sul quale conteggiare la maggioranza necessaria per adottare la deliberazione, va invece verificato all'inizio dell'unica o di ciascuna votazione, nel caso di più votazioni nel corso della medesima assemblea.

#### **Art. 15.**

15.1 Le deliberazioni dell'Assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario o dal notaio, se richiesto dalla legge.

15.2 Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

15.3 Il verbale relativo alle delibere assembleari comportanti la modifica dell'atto costitutivo deve essere redatto da un notaio.

15.4 Il verbale deve essere redatto senza ritardo nei tempi necessari per la tempestiva esecuzione degli obblighi di deposito e pubblicazione.

15.5 Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, senza indugio, nel Libro delle decisioni dei soci.

15.6 Nel caso di partecipazioni gravate da diritti reali, i diritti (ed in particolare il diritto di intervento all'assemblea) e le facoltà riconosciuti ai soci dai precedenti articoli da 10 a 14 spetteranno invece ai titolari dei diritti reali investiti del diritto di voto.

### **Amministrazione**

#### **Art. 16.**

16.1 La società potrà essere amministrata, alternativamente, a seconda di quanto stabilito dai soci in occasione della nomina:

- a) da un Amministratore Unico;
- b) da un Consiglio di Amministrazione composto da più membri, da un minimo di due ad un massimo di cinque membri, secondo il numero esatto che verrà determinato dai soci in occasione della nomina;
- c) da due o più Amministratori con poteri congiunti e/o disgiunti

16.2 GLI AMMINISTRATORI POTRANNO ESSERE ANCHE NON SOCI. NON POSSONO ESSERE NOMINATI ALLA CARICA DI AMMINISTRATORE E SE NOMINATI DECADONO DALL'UFFICIO COLORO CHE SI TROVANO NELLE CONDIZIONI PREVISTE DALL'ART. 2382 COD. CIV.

16.3 Nel caso la società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, questo elegge fra i suoi membri un Presidente, se questi non è nominato dai soci in occasione della nomina, ed eventualmente anche un Vicepresidente che sostituisca il Presidente nei casi di assenza o di impedimento, nonché un segretario, anche estraneo.

16.4 Gli amministratori non sono soggetti al divieto di concorrenza di cui all'art. 2390 cod. civ.

#### **Art. 17.**

17.1 Gli Amministratori resteranno in carica fino a revoca o dimissioni o per quel tempo più limitato che verrà stabilito dai soci all'atto della loro nomina.

17.2 In caso di nomina fino a revoca o dimissioni, è consentita la revoca in ogni tempo, senza necessità di motivazione e senza alcun diritto, per gli amministratori, al risarcimento di eventuali danni.

17.3 E' ammessa la rielegibilità.

17.4 Nel caso sia stato nominato il Consiglio di Amministrazione se per qualsiasi causa viene meno anche uno solo dei Consiglieri decade l'intero Consiglio di amministrazione. Nel caso siano stati invece nominati più Amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti se per qualsiasi causa viene a cessare anche un solo Amministratore, decadono anche gli altri Amministratori. Spetterà ai soci con propria decisione procedere alla nomina del nuovo organo amministrativo. Nel frattempo il Consiglio decaduto o gli altri Amministratori decaduti potranno compiere i soli atti di ordinaria amministrazione.

17.5 La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

#### **Art. 18.**

18.1 Nel caso la società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, le decisioni dello stesso, salvo quanto previsto al successivo art. 19.1, sono adottate, su iniziativa di uno o più amministratori, mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto, secondo le modalità procedurali di cui ai precedenti artt. 11.2 e 11.3 (con la precisazione che agli effetti della presente disposizione il riferimento ai "soci" contenuto in tali disposizioni deve intendersi sostituito con il riferimento agli "Amministratori").

18.2 Le decisioni del Consiglio di Amministrazione sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli Amministratori in carica..

18.3 La decisione degli Amministratori, adottata a sensi del presente articolo, dovrà essere trascritta a cura dell'organo amministrativo nel Libro delle decisioni degli Amministratori. Al riguardo si applicano, ove compatibili con le disposizioni del presente articolo, le disposizioni di cui ai precedenti artt. 11.7, 11.8 e 11.9 (con la precisazione che agli effetti della presente disposizione il riferimento ai "soci" contenuto in tali disposizioni deve intendersi sostituito con il riferimento agli "Amministratori").

18.4 Con la maggioranza di cui al precedente punto 18.2, gli Amministratori possono stabilire di rimettere la decisione su particolari argomenti o su specifiche operazioni a delibera del Consiglio di Amministrazione da adottarsi col metodo collegiale.

#### **Art. 19.**

19.1 Con riferimento alle materie indicate dall'art. 2475 quinto comma cod. civ., ovvero nel caso di cui al precedente art. 18.4, ovvero in tutti gli altri casi previsti dalla legge o dal presente statuto, le decisioni del Consiglio di Amministrazione, debbono essere adottate mediante deliberazione collegiale.

19.2 A tal fine il Consiglio di Amministrazione:

a) viene convocato dal Presidente ovvero da uno qualsiasi degli amministratori, mediante avviso spedito con lettera raccomandata con avviso di ricevimento, ovvero consegnato a mano e controfirmato dal destinatario per ricevuta, ovvero comunicato con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo che garantisca la prova dell'avvenuto invio (compresi fax, posta elettronica ed altri mezzi similari), almeno cinque giorni prima dell'adunanza ovvero in caso di urgenza con telegramma da spedirsi almeno un giorno prima; in detto avviso debbono essere indicati la data, il luogo e l'ora della riunione nonché l'ordine del giorno;

b) si raduna presso la sede sociale o altrove, purchè in Italia, o nell'ambito del territorio di Nazione appartenente alla Unione Europea;

19.3 Le adunanze del Consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i Consiglieri in carica ed i Sindaci se nominati.

19.4 E' possibile l'intervento alle riunioni del Consiglio mediante mezzi di telecomunicazione purchè sia consentito effettuare gli accertamenti e porre in essere tutte quelle attività che devono risultare dal verbale; in particolare deve essere consentito a chi presiede la riunione di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, constatare e proclamare i risultati della votazione, identificando gli amministratori favorevoli, astenuti e dissenzienti; deve inoltre essere consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, di visionare, ricevere o trasmettere documenti, di richiedere che siano riportate nel verbale le proprie dichiarazioni o il proprio dissenso.

19.5 Il Consiglio di amministrazione, delibera validamente, in forma collegiale, con la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica ed a maggioranza assoluta dei voti dei presenti. In caso di parità di voti prevale il voto del presidente. Il voto non può essere dato per rappresentanza.

19.6 Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione adottate a sensi del presente articolo sono constatate da verbale sottoscritto dal Presidente e dal segretario; detto verbale, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, nel Libro delle decisioni degli Amministratori.

19.7 Con riferimento alle materie indicate dall'art. 2475 quinto comma cod. civ. e negli altri casi previsti dal presente Statuto, le decisioni degli Amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti debbono essere adottate mediante apposita deliberazione; a tal fine gli Amministratori vengono convocati dall'amministratore pi anziano e deliberano validamente col voto favorevole della metà degli Amministratori in carica. Le deliberazioni così assunte sono constatate da verbale sottoscritto da almeno un Amministratore; detto verbale, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, nel Libro delle decisioni degli Amministratori; per quanto riguarda le modalità di convocazione, il luogo di convocazione

e le modalità di svolgimento della riunione si applicano, in quanto non derogate dalla presente disposizione, le prescrizioni di cui ai precedenti punti 19.2, 19.3 e 19.4.

#### **Art. 20.**

20.1 All'organo amministrativo è affidata la gestione della società: a tal fine l'organo amministrativo potrà compiere tutti gli atti e tutte le operazioni sia di ordinaria che di straordinaria amministrazione, con la sola esclusione di quegli atti e di quelle operazioni che la legge e il presente Statuto riservano espressamente ai soci.

20.2 In particolare è riservata all'assemblea dei soci la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci (ad esempio la vendita o comunque la alienazione dell'unica azienda o di un ramo di azienda)

20.3 Nel caso di nomina del Consiglio di Amministrazione questo può delegare tutti o parte dei suoi poteri a norma e con i limiti di cui all'art. 2381 c.c. e di cui al precedente punto 20.1 ad uno o più dei propri componenti, anche disgiuntamente. Agli amministratori delegati si applica, per quanto non previsto nel presente statuto, la disciplina dettata dall'art. 2381 c.c., con la sola esclusione della disposizione del quinto comma (dovendosi escludere l'obbligo a carico degli amministratori delegati di relazione periodica).

20.4 Nel caso di nomina di più Amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti, i poteri di amministrazione di cui al precedente punto 20.1, in occasione della nomina, potranno essere attribuiti agli stessi sia in via congiunta che in via disgiunta, ovvero taluni poteri di amministrazione potranno essere attribuiti in via disgiunta e gli altri in via congiunta. In mancanza di qualsiasi precisazione nell'atto di nomina in ordine alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, detti poteri si intenderanno attribuiti agli amministratori in via disgiunta. Se l'amministrazione spetta disgiuntamente a più amministratori, ciascun amministratore ha diritto di opporsi all'operazione che un altro voglia compiere prima che sia compiuta: sull'opposizione decidono i soci a sensi del precedente art. 11.

#### **Art. 21.**

21.1 In caso di nomina di un Amministratore Unico ad esso spetta la rappresentanza della società, sia nei rapporti con i terzi che in giudizio.

21.2 In caso di nomina del Consiglio di Amministrazione la rappresentanza della società sia nei rapporti con i terzi che in giudizio, spetterà al Presidente del Consiglio di Amministrazione nonché, in caso di delega, al Presidente suddetto ed all'Amministratore o agli Amministratori Delegati in via disgiunta tra di loro; nella delega potranno essere fissati dei limiti all'uso della firma sociale; la rappresentanza della società spetterà, in via disgiunta anche a quel Consigliere, che viene delegato dal Consiglio di Amministrazione al compimento di una singola operazione e ciò ai fini del compimento dell'operazione autorizzata nonché di tutti gli atti e formalità inerenti e conseguenti.

21.3 Nel caso di nomina di più Amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti, la rappresentanza della società, sia nei rapporti con i terzi che in giudizio, spetta agli stessi in via congiunta o disgiunta a seconda che i poteri di amministrazione, in occasione della nomina, siano stati loro attribuiti in via congiunta ovvero in via disgiunta.

21.4 La nomina di direttori e di institori spetta all'Organo Amministrativo. Per la nomina di procuratori speciali valgono le competenze sopra stabilite per il compimento dello specifico atto per il quale la procura viene conferita. La rappresentanza della società spetta anche ai direttori, agli institori ed ai procuratori nei limiti dei poteri determinati nell'atto di nomina.

Ai direttori generali, in relazione ai compiti loro affidati, si applicano le disposizioni che regolano la responsabilità degli amministratori, salve le azioni esercitabili in base al rapporto di lavoro con la società, il tutto in conformità al disposto dell'art. 2396 c.c.

21.5 In caso di liquidazione, la rappresentanza della società spetta al liquidatore ovvero in caso di nomina di più liquidatori al presidente del Collegio di liquidazione ed eventualmente anche agli altri componenti del collegio medesimo, secondo quanto verrà stabilito in occasione della nomina.

#### **Art. 22.**

22.1 Agli Amministratori, oltre al rimborso delle spese sostenute per l'esercizio delle loro funzioni, potrà essere assegnata una indennità annua complessiva, anche sotto forma di partecipazione agli utili, che verrà determinata dai Soci, in occasione della nomina o con apposita decisione.

22.2 Nel caso la società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, la remunerazione degli amministratori investiti di particolari cariche è stabilita dal consiglio stesso, sentito il parere del collegio sindacale se nominato. I soci possono anche determinare un importo complessivo per la remunerazione di tutti gli amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche.

22.3 All'Organo Amministrativo potrà altresì essere attribuito il diritto alla percezione di un'indennità a titolo di trattamento di fine mandato, da costituirsi mediante accantonamenti annuali ovvero mediante apposita polizza assicurativa.

### **Controllo**

#### **Art. 23.**

23.1 E' facoltà dei soci, con decisione da adottarsi a sensi del precedente art. 11, nominare:

- o il Collegio Sindacale, che dovrà essere nominato e che opererà a sensi del successivo art. 24;

- o un Revisore legale dei conti, che dovrà essere nominato e che opererà a sensi del successivo art. 25.

23.2 La nomina del Collegio Sindacale è invece obbligatoria verificandosi le condizioni poste dalle vigenti norme di legge ed in particolare dall'art. 2477 c.c. Anche in questo caso il Collegio Sindacale verrà nominato ed opererà ai sensi del successivo art. 24.

#### **Art. 24.**

24.1 Il Collegio Sindacale si compone di tre membri effettivi; devono inoltre essere nominati due sindaci supplenti. Il Presidente del Collegio Sindacale è nominato dai soci, con la decisione di nomina del Collegio stesso.

24.2 Per la nomina, la cessazione, la sostituzione dei Sindaci si applicano le disposizioni di cui agli artt. 2397 e segg. c.c..

24.3 Il Collegio Sindacale ha i doveri ed i poteri di cui agli artt. 2403 e 2403/bis cod. civ.; al Collegio Sindacale spetta anche l'esercizio della revisione legale dei conti (salvo diverse disposizioni di legge al riguardo); in quanto investito della revisione legale dei conti il Collegio Sindacale dovrà essere integralmente costituito da revisori legali iscritti nell'apposito registro.

24.4 E' possibile l'intervento alle riunioni del Collegio Sindacale mediante mezzi di telecomunicazione purché sia consentito effettuare gli accertamenti e porre in essere tutte quelle attività che devono risultare dal verbale; in particolare deve essere consentito a chi presiede la riunione di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, constatare e proclamare i risultati delle eventuali votazioni; deve inoltre essere consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla eventuale votazione sugli argomenti all'ordine del giorno, di visionare, ricevere o trasmettere documenti, di richiedere che siano riportate nel verbale le proprie dichiarazioni nonché le motivazioni del proprio eventuale dissenso.

#### **Art. 25.**

25.1 In alternativa al Collegio Sindacale, o nei casi previsti dalla legge, la revisione legale dei conti della società può essere esercitata da un revisore legale dei conti o da una società di revisione legale iscritti nell'apposito registro.

25.2 Per la nomina, la cessazione e le funzioni del soggetto incaricato di effettuare la revisione legale dei conti si applicano le disposizioni di legge vigenti in materia.

### **Recesso e Esclusione del socio**

#### **Art. 26.**

26.1 Il diritto di recesso compete:

- ai soci che non hanno consentito al cambiamento dell'oggetto o del tipo di società, alla sua fusione o scissione, al trasferimento della sede all'estero, alla revoca dello stato di liquidazione, all'eliminazione di una o più cause di recesso previste dal presente Statuto, all'introduzione di vincoli che impediscano il trasferimento delle partecipazioni;

- ai soci che non hanno consentito al compimento di operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto della società o una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai soci a sensi dell'art. 2468 quarto comma cod. civ.;

- in tutti gli altri casi previsti dalla legge o dal presente Statuto.

26.2 L'intenzione del socio di esercitare il diritto di recesso dovrà essere comunicata all'Organo Amministrativo mediante lettera raccomandata con Avviso di Ricevimento entro quindici giorni dall'iscrizione nel registro delle Imprese della delibera che legittima il diritto di recesso; se il fatto che legittima il recesso è diverso da una deliberazione da iscriverne al Registro Imprese esso è esercitato entro trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio. Le partecipazioni per le quali è esercitato il diritto di recesso non possono essere cedute. Il diritto di recesso può essere esercitato solo con riferimento all'intera partecipazione posseduta dal socio recedente.

L'esercizio del recesso ha effetto dal momento in cui la lettera raccomandata di cui sopra è stata ricevuta dalla società. Da tale momento, inoltre, nel caso di recesso con obbligo di preavviso, inizierà a decorrere il termine di preavviso ed il recesso avrà effetto allo spirare di detto termine. Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia, se, entro novanta giorni, la società revoca la delibera e/o la decisione che lo legittima, ovvero se l'assemblea dei soci delibera lo scioglimento della società. Il socio recedente, una volta che il recesso abbia acquistato efficacia, non può revocare la relativa dichiarazione se non con il consenso della società medesima.

#### **Art. 27.**

27.1 I soci che recedono dalla società hanno diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione in proporzione del patrimonio sociale. Esso a tal fine è determinato dagli amministratori tenendo conto del suo valore di mercato al momento della dichiarazione di recesso ed in particolare tenendo conto della consistenza patrimoniale della società e delle sue prospettive reddituali nonché del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie; in caso di disaccordo la determinazione è compiuta tramite relazione giurata di un esperto nominato dal Tribunale, che provvede anche sulle spese, su istanza della parte più diligente; si applica in tal caso il primo comma dell'articolo 1349 cod. civ..

27.2 Il rimborso delle partecipazioni deve essere eseguito entro centottanta giorni dal momento in cui il recesso ha effetto.

27.3 Il rimborso può avvenire anche mediante acquisto da parte degli altri soci proporzionalmente alle loro partecipazioni oppure da parte di un terzo concordemente individuato da soci medesimi. L'organo amministrativo, pertanto,

dovrà innanzitutto offrire a tutti i soci, senza indugio, l'acquisto della partecipazione del socio recedente. Qualora tutti gli altri soci si accordino per iscritto in tal senso, l'acquisto in parola potrà anche avvenire per quote diverse od in favore di alcuni o uno soltanto dei soci ovvero da parte del terzo concordemente individuato dai soci medesimi.

Qualora ciò non avvenga, il rimborso è effettuato utilizzando riserve disponibili (con conseguente attribuzione della partecipazione del socio receduto a tutti gli altri soci in proporzione alle rispettive partecipazioni) o in mancanza riducendo corrispondentemente il capitale sociale; in quest'ultimo caso si applica l'articolo 2482 cod. civ. e, qualora sulla base di esso non risulti possibile il rimborso della partecipazione del socio receduto, la società viene posta in liquidazione.

#### **Art. 28.**

28.1 -E' escluso il socio che non abbia eseguito i conferimenti nei termini prescritti, qualora non sia stato possibile procedere alla vendita della sua partecipazione e ciò a sensi e per gli effetti di cui all'art. 2466 c.c. Nel caso di socio che a titolo di conferimento si sia obbligato alla prestazione d'opera o di servizi a favore della società, lo stesso può essere escluso qualora non sia più in grado di prestare l'opera o i servizi oggetto di conferimento.

Può essere escluso anche il socio che sia stato interdetto, che sia stato dichiarato fallito o che sia stato condannato con sentenza passata in giudicato ad una pena che comporta l'interdizione anche temporanea dai pubblici uffici.

Il socio può, inoltre, essere escluso in tutti gli altri casi previsti dal presente Statuto ed in particolare:

- nel caso in cui venga ceduta o comunque mutata la partecipazione di controllo in una società senza rispettare le prescrizioni poste dall'art. 8.7;

- nel caso in cui, venuto a conoscenza, nell'esercizio del proprio diritto di controllo di notizie riservate attinenti l'attività sociale, abbia divulgato a ditte concorrenti o comunque a terzi dette notizie, così come previsto dal successivo art. 34.3.

28.2 L'esclusione deve essere approvata dall'Assemblea dei soci con apposita delibera da adottarsi ai sensi dei precedenti artt. 12 e segg. Per la valida costituzione dell'assemblea e per il calcolo della maggioranza richiesta non si tiene conto della partecipazione del socio della cui esclusione si tratta; a tale socio pur spettando il diritto di intervento all'assemblea non spetta il diritto di voto.

28.3 La delibera di esclusione deve essere motivata e deve essere notificata al socio escluso mediante lettera raccomandata A.R.; l'esclusione avrà effetto decorsi trenta giorni dalla notifica suddetta. Entro questo termine il socio escluso può fare opposizione davanti il Tribunale competente per territorio. La proposizione del ricorso sospende gli effetti della delibera di esclusione. Se la società si compone di due soli soci l'esclusione di uno di essi è pronunciata dal tribunale su domanda dell'altro.

28.4 Il socio escluso ha diritto alla liquidazione della sua partecipazione; al riguardo si applicano le disposizioni del precedente art. 27, esclusa la possibilità del rimborso della partecipazione mediante riduzione del capitale sociale.

### **Bilancio e destinazione degli utili**

#### **Art. 29.**

29.1 Gli esercizi sociali si chiudono al 31 dicembre di ogni anno.

29.2 Alla chiusura di ciascun esercizio sociale l'organo amministrativo provvede alla compilazione del bilancio di esercizio ed alle conseguenti formalità rispettando le vigenti norme di legge.

29.3 Il bilancio deve essere presentato ai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale ovvero entro centottanta giorni qualora la società fosse tenuta alla redazione del bilancio consolidato ovvero particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della società lo richiedessero: in quest'ultimo caso peraltro gli amministratori devono segnalare nella loro relazione sulla gestione (o nella nota integrativa in caso di bilancio redatto in forma abbreviata) le ragioni della dilazione; entro gli stessi termini, previsti per la presentazione del bilancio, deve essere avviato il procedimento per la approvazione dello stesso da parte dei soci, approvazione da effettuarsi con le modalità e nel rispetto dei termini previsti dalla legge e dal presente statuto.

#### **Art. 30.**

30.1 Dagli utili netti risultanti dal bilancio deve essere dedotta una somma corrispondente al 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale finché questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale.

30.2 La decisione dei soci che approva il bilancio decide sulla distribuzione degli utili ai soci.

### **Scioglimento e Liquidazione**

#### **Art. 31.**

31.1 Lo scioglimento anticipato volontario della società è deliberato dall'Assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto

31.2 Nel caso di cui al precedente punto 31.1 nonché verificandosi una delle altre cause di scioglimento previste dall'art. 2484 c.c. ovvero da altre disposizioni di legge o del presente Statuto, l'Assemblea dei soci nomina il liquidatore o i liquidatori ed adotta le altre deliberazioni di cui all'art. 2487 c.c..

31.3 Salvo diversa disposizione adottata in sede di nomina, il liquidatore o i liquidatori avranno il potere di compiere tutti gli atti utili per la liquidazione della società.

31.4 Si applicano tutte le altre disposizioni di cui al capo VIII Libro V del Codice Civile.

## Titoli di debito

### Art. 32.

32.1 La società può emettere titoli di debito.

L'emissione dei titoli di debito è deliberata dall'assemblea dei soci, con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto.

32.2 La società può emettere titoli di debito per somma complessivamente non eccedente il doppio del capitale sociale, della riserva legale e delle riserve disponibili risultanti dall'ultimo bilancio approvato.

32.3 La delibera di emissione dei titoli deve prevedere le condizioni del prestito (compresi eventuali limiti, anche soggettivi, alla circolazione dei titoli emessi) e le modalità del rimborso. Può altresì prevedere che, previo consenso della maggioranza dei possessori dei titoli, la società possa modificare tali condizioni e modalità.

32.4 I possessori di titoli adottano le loro decisioni a maggioranza assoluta, calcolata sulla base del valore nominale dei titoli stessi, in qualsiasi forma purchè sia assicurata la partecipazione alla decisione di tutti i possessori di titoli e la decisione finale venga fatta constare da documento scritto.

## Controversie

### Art. 33.

33.1 Per le eventuali controversie che sorgessero fra i soci o fra i soci e la società, anche se promosse da amministratori, liquidatori e sindaci (se nominati) ovvero nei loro confronti foro competente è quello del luogo ove ha sede la società.

## Disposizioni generali

### Art. 34.

34.1 Per tutti i rapporti con la società, il domicilio dei soci, degli amministratori, dei sindaci e del soggetto incaricato di effettuare la revisione legale dei conti, se nominati, è quello che risulta dal Registro Imprese. A tale domicilio vanno effettuate tutte le comunicazioni previste dal presente statuto. Qualora siano previste forme di comunicazione anche mediante fax, posta elettronica o altri mezzi similari, le trasmissioni ai soggetti di cui sopra dovranno essere fatte al numero di fax, all'indirizzo di posta elettronica o al diverso recapito che siano stati espressamente comunicati da detti soggetti. A tal fine la società dovrà istituire un apposito "libro delle comunicazioni" ove riportare, oltre al domicilio già comunicato dai soci al registro Imprese, anche tali indirizzi o recapiti, con obbligo per l'organo amministrativo di tempestivo aggiornamento.

34.2 I soci che non partecipano all'amministrazione hanno diritto di avere dagli amministratori notizie sullo svolgimento degli affari sociali e di consultare, anche tramite professionisti di loro fiducia, i libri sociali ed i documenti relativi all'amministrazione.

34.3 Al fine di tutelare il diritto della società all'ordinato svolgimento della propria attività ed alla riservatezza ed alla non divulgazione di notizie e dati attinenti l'attività sociale, il socio non amministratore, nell'esercizio del diritto di cui al precedente punto 34.2, deve osservare le seguenti modalità procedurali:

- la consultazione potrà essere richiesta da ciascun socio non amministratore non più di quattro volte per esercizio sociale;
- i professionisti, tramite i quali i soci possono procedere alla consultazione, debbono essere iscritti ad Albo professionale che imponga ai propri iscritti obblighi di riservatezza in ordine agli incarichi ricevuti;
- la richiesta di consultazione dovrà essere fatta pervenire all'organo amministrativo, con raccomandata A/R, con un preavviso di 15 (quindici) giorni liberi; dovranno essere indicati nella richiesta anche il nome e la qualifica professionale dell'eventuale professionista tramite il quale si intenda eseguire la consultazione, al fine di consentire la verifica dei requisiti di cui sopra;
- la consultazione potrà svolgersi durante l'ordinario orario di lavoro della società e con modalità tali da non recare intralcio all'ordinato svolgimento dell'attività, e non potrà, comunque, protrarsi per più di due giorni lavorativi;
- il socio potrà ottenere, a proprie spese, estratti solo dei libri sociali obbligatori di cui ai nn. 1 e 2) all'art. 2478 c.c.;
- nell'effettuare la consultazione non potranno essere estratte copie di documenti di nessun tipo, né eseguite fotografie o fotocopie, o comunque nessun dato o documento, in originale, in copia o comunque riprodotto, potrà essere portato al di fuori della sede della società ovvero al di fuori della sede ove si trovano i documenti consultati, con la sola eccezione per i documenti o libri per i quali il rilascio di estratti e copie sia espressamente consentito dalla disposizione che precede o in genere dal presente Statuto;

La società al fine di verificare il rispetto delle prescrizioni sopra riportate potrà nominare un proprio rappresentante che assista alle operazioni di consultazione eseguite dal socio o dal professionista dallo stesso incaricato.

Il socio che procede al controllo, o il professionista dallo stesso incaricato, non potranno divulgare o comunicare, in nessun caso ed a nessun titolo, a ditte concorrenti o comunque a terzi le notizie, le informazioni, i dati di cui sono venuti a conoscenza. In caso di violazione di tale obbligo il socio inadempiente potrà essere escluso dalla società a norma del precedente art. 28, salvo sempre il diritto della società ad agire nei suoi confronti per il risarcimento dei danni arrecati.

**Art. 35.**

35.1 Le disposizioni del presente STATUTO si applicano anche nel caso in cui la società abbia un unico socio, se ed in quanto non presuppongono necessariamente una pluralità di soci e se ed in quanto compatibili con le vigenti norme di legge in tema di società unipersonale.

35.2 La società deve indicare la società o l'ente alla cui attività di direzione e coordinamento sia eventualmente soggetta negli atti e nella corrispondenza, nonché mediante iscrizione, a cura degli amministratori, presso la apposita sezione del registro delle imprese di cui all'articolo 2497bis, comma secondo c.c.

**Art. 36.**

36.1 Per quanto non previsto nel presente statuto valgono le norme di legge in materia di società a responsabilità limitata."

*Huitième résolution*

L'assemblée, après avoir délibéré de confier l'administration de la société à un administrateur unique, décide de nommer administrateur unique de la société:

Madame Paola Dametto, née à Montebelluna (TV), Italie, le 7 septembre 1957, demeurant à I-31044 Montebelluna (TV), via Monte Pelmo 12, Italie, code fiscal DMTPLA57P47F443R,

qui restera en fonction jusqu'à la révocation et/ou démission, avec les pouvoirs fixés par les statuts.

*Neuvième résolution*

2. Sont nommés composants du collège des commissaires, pour trois années:

*Président du collège des commissaires:*

- Monsieur Giuseppe Mannella, né à Vicenza (VI), Italie, le 12 août 1964, demeurant à I-36100 Vicenza (VI), Viale Mazzini 85, Italie, code fiscal MNNGPP64M12L840X;

*Commissaires effectifs:*

- Monsieur Giovanni Sandrini, né à Vicenza (VI), Italie, le 2 novembre 1964, demeurant à I-36100 Vicenza (VI), Corso Palladio 147, Italie, code fiscal SNDGNN64S02L840M;

- Monsieur Gianfranco Sasso, né à Mason Vicentino (VI), Italie, le 1<sup>er</sup> décembre 1950, demeurant à I-36100 Vicenza (VI), Contra' Carpagnon 11, Italie, code fiscal SSSGFR50T01F019D;

*Commissaires suppléants:*

- Monsieur Marco Mannella, né à Vicenza (VI), Italie, le 2 juin 1968, demeurant à I-36100 Vicenza (VI), Viale Mazzini 85, Italie, code fiscal MNMRC68H02L840X;

- Madame Alessandra Levante, née à Ferrara (FE), Italie, le 13 juin 1970, demeurant à I-36100 Vicenza (VI), Viale Mazzini 85, Italie, code fiscal LVNLSN70H53D548K.

Le collège des commissaires se verra aussi attribuer la fonction de réviseur des comptes de la société.

*Dixième résolution*

L'assemblée décide de conférer à Madame Paola Dametto, prénommée, tous pouvoirs en vue de l'exécution matérielle de ce qui a été délibéré supra. En particulier elle lui donne mandat de procéder au dépôt auprès d'un notaire italien, de l'ensemble des documents requis à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille de La Haye le cas échéant, ainsi que la faculté d'y apporter toute modification requise par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre des firmes italien, avec consentement exprès à ce que ladite inscription se fasse également en plusieurs actes.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à trois mille neuf cent cinquante euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: Sophie Erk, Antonio Fernandes, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 17 juin 2011. Relation GRE/2011/2235. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé). Ronny PETER.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 20 juin 2011.

Référence de publication: 2011084513/782.

(110095060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2011.

**ICG Minority Partners 2008 No.2 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 140.219.

In the year two thousand and eleven, on the eighth of July.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

SGG S.A., a société anonyme, incorporated and existing under the law of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, registered with the R.C.S.Luxembourg under number B 65.906 (the "Sole Shareholder"), here represented by Mr. Raymond Thill, maître en droit, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given on July, 2<sup>nd</sup>, 2011.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

That it is the sole shareholder of ICG Minority Partners 2008 No2. S.A., a public limited company (société anonyme), with registered office at 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, registered with the Trade and Company Registry of Luxembourg under number B 140.219, incorporated pursuant to a deed of Maître Paul Decker, notary residing at Luxembourg on July 11<sup>th</sup>, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 1921 of August 5<sup>th</sup>, 2008. The articles of incorporation have not been amended since.

All this having been declared, the appearing party, holding 100% of the share capital of the Company, represented as stated here above, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and has taken the following resolutions:

The meeting was opened and was presided by Mr Raymond Thill, maître en droit, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

The Chairman appointed as secretary Mrs Fantine Jeannon, employee, residing professionally at 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Jean Barret, employee, residing professionally at the same address.

This having been set forth by the Chairman and acknowledged by the members of the meeting, the meeting proceeded pursuant to its agenda. The agenda of the Extraordinary General Meeting of shareholder is the following:

1. Decision to have the Company dissolved;
2. Decision to proceed with the company's liquidation;
3. Discharge the Board of Directors and of the auditor for the period from April 1<sup>st</sup>, 2010 till the date of the present meeting;
4. Appointment of one Liquidator and specification of its powers;
5. In relation with the approval of the financial statements for the year ending 31 March 2011, to give special power to the liquidator for the:
  - a. Presentation of the reports of the Board of Directors and of the Statutory Auditor;
  - b. Presentation and approval of the annual accounts as at 31 March 2011;
  - c. Allocation of the results;
  - d. Decision concerning the continuation of the activity of the Company pursuant to article 100 of the Luxembourg law on commercial companies dated August 10<sup>th</sup>, 1915, as amended;
  - e. Discharge to be granted to the members of the Board of Directors and to the Statutory Auditor for the year ending 31 March 2011;
  - f. Miscellaneous.
6. Miscellaneous.

Having taken knowledge of the agenda, the General Meeting adopts the following resolutions by a unanimous vote of the shareholder represented.

*First resolution*

The General Meeting resolves that the Company be, and hereby is, dissolved and put into liquidation, with immediate effect, in accordance the Luxembourg company law on the commercial companies.

*Second resolution*

The General Meeting grants full discharge to the members of the Board of Directors and of the auditor for the period from April 1<sup>st</sup>, 2010 till the date of the present meeting.



### Third resolution

The General Meeting resolves further that:

Merlis S.à r.l., a private limited liability company having its registered office at L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch (RCS Luxembourg N° B 111.320), be, and hereby is, appointed as liquidator of the Company;

the Company's liquidator be, and hereby is, granted full powers, to the largest extent permitted under applicable Luxembourg law, to act in all circumstances on behalf of the Company in liquidation and do whatever is necessary to complete and orderly liquidation of the Company pursuant to Art. 144 to 151 of the Luxembourg Company Law of 10 August 1915 as amended; inclusive the approval and ratification of all documentation in relation with the Financial Statements for the year ending 31<sup>st</sup> March 2011.

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon adjourned.

### Valuation

The expenses, costs, fees and charges, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at one thousand two hundred Euros (EUR 1.200,-).

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby declares that at the request of the persons appearing, named above, this deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same persons appearing, in case of divergences between the English and the French texts, the English version shall prevail.

In witness whereof we, the undersigned notary, have set our hand and seal in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated to persons appearing known to the undersigned notary by their names, usual surnames, civil status and residences, the said persons appearing have signed with us, the notary, the present original deed.

### Suit la traduction en français:

L'an deux mil onze, le huit juillet.

Par-devant Maître Notaire Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

#### A COMPARU:

SGG S.A., une société anonyme constituée et existante sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, inscrite au R.C.S.Luxembourg sous le numéro B 65.906 (l'«Associé Unique»),

Ici représentée par Mr Raymond Thill, maître en droit, résidant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 2 juillet 2011.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

La partie comparante, représentée comme indiquée ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Que la partie comparante est l'associé unique de ICG Minority Partners 2008 No2. S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140.219, constituée par acte de Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, le 11 juillet 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 5 août 2008, numéro 1921. (la «Société»). Les statuts de la société n'ont pas été modifiés depuis.

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte sous la présidence de Mr. Raymond Thill, maître en droit, demeurant professionnellement à L-1750, 74, avenue Victor Hugo.

Le Président nomme comme secrétaire Mademoiselle Fantine Jeannon, employée, demeurant professionnellement à 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean Barret, employé, demeurant professionnellement à la même adresse.

Ceci ayant été déclaré, la partie comparante, détenant 100% du capital de la Société, a immédiatement procédé à la tenue d'une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires est le suivant:

1. Décision de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation;
2. Décision de procéder à la liquidation de la Société;
3. Décharge accordée au Conseil d'administration et au commissaire pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2010 jusqu'à cette assemblée;
4. Nomination d'un Liquidateur et détermination de ses pouvoirs;
5. Décision de donner pouvoir au liquidateur pour l'approbation des comptes annuel au 31 Mars 2011 et notamment pour:
  - a. La présentation du rapport des administrateurs et du commissaire aux comptes;

- b. La présentation et l'approbation des comptes annuels au 31 mars 2011;
  - c. L'allocation des résultats au 31 mars 2011;
  - d. La décision concernant la continuation de l'activité par respect à l'article 100 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales datée du 10 août 1915 comme amendée;
  - e. La décharge accordée au membre du conseil d'administration et au commissaire aux comptes pour l'exercice se terminant au 31 mars 2011;
  - f. Divers.
6. Divers.

Après avoir pris connaissance de l'ordre du jour, l'Assemblée Générale adopte les résolutions suivantes à l'unanimité des votes des actionnaires présents ou représentés.

*Première résolution*

L'Assemblée Générale décide la dissolution de la Société et sa mise en liquidation avec effet immédiat, conformément aux dispositions de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée Générale accorde pleine et entière décharge aux membres du Conseil d'administration et au commissaire pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2010 jusqu'à cette assemblée.

*Troisième résolution*

L'Assemblée Générale décide en outre:

de nommer, Merlis S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch (RCS Luxembourg B 111.320), comme liquidateur de la Société;

de conférer au liquidateur de la Société les pouvoirs les plus étendus, en conformité avec la loi luxembourgeoise applicable, pour agir en toutes circonstances au nom de la Société en liquidation, et faire le nécessaire pour réaliser une liquidation ordonnée de la Société conformément aux dispositions des articles 144 à 151 de la loi luxembourgeoise modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ceci incluant l'approbation et la ratification de tous les documents nécessaires à l'approbation des comptes de la Société pour l'année fiscale se terminant le 31 mars 2011.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

*Evaluation*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués à environ mille deux cents Euros (EUR 1.200,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que sur demande des comparants le présent procès verbal est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version en langue française, la version anglaise devant, sur demande des mêmes comparants, faire foi en cas de divergence avec la version française.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus par le notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. Thill, F. Jeannon, J. Barret et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 15 juillet 2011. LAC/2011/32321. Reçu douze euros (EUR 12,-).

*Le Receveur (signé): Francis SANDT.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juillet 2011.

Référence de publication: 2011102634/150.

(110117172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

**DHA S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1321 Luxembourg, 222, rue de Cessange.

R.C.S. Luxembourg B 101.566.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.  
Pour compte de DHA Sàrl  
Fiduplan S.A  
Signature

Référence de publication: 2011098019/13.

(110110612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Dietlux SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-8037 Strassen, 13, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 84.130.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011098020/10.

(110110928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Docpharma Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 99.614.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Willy FRANCKEN.

Référence de publication: 2011098021/10.

(110111371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Kerma S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1229 Luxembourg, 3, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 40.659.

*Extrait des résolutions*

Il résulte d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société en date du 1<sup>er</sup> juillet 2011:

1. L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société à l'adresse suivante:

- 3, rue Bender, L-1229 Luxembourg.

2. L'Assemblée accepte la démission de deux administrateurs de la société: Messieurs Benoît Bauduin et Patrick Moinet.

3. L'Assemblée décide de nommer en tant que nouveaux administrateurs:

c. Monsieur Philippe Lambert, né à Liège (Belgique), le 2 décembre 1971, demeurant professionnellement au 4, rue de Kieinbettingen, L-8362 Grass;

d. Monsieur Maxime Mahieu, ingénieur de gestion né à Uccle (Belgique), le 05 juillet 1977, demeurant au 171, rue Bemel, B-1150 Bruxelles (Belgique).

4. L'Assemblée constate qu'à dater de ce jour, le Conseil d'Administration de la société se compose comme suit:

i. Monsieur Philippe Lambert Administrateur

ii. Monsieur Maxime Mahieu Administrateur

iii. Monsieur Jean-François Mahieu

Administrateur et Administrateur-délégué

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Monsieur Jean-François Mahieu

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2011101961/25.

(110116513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2011.

---

**E.B. Trans S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 7-9, rue d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 38.281.

Les comptes consolidés au 31 DECEMBRE 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

Référence de publication: 2011098022/12.

(110110620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**East Capital (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 121.268.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour East Capital (Lux)*

Caceis Bank Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2011098023/12.

(110111090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Eltrona Interdiffusion S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1112 Luxembourg, 6, rue de l'Acierie.  
R.C.S. Luxembourg B 8.485.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011098024/10.

(110110920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**A.C.G. S.A., S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 25.415.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 23 mai 2011:*

Après en avoir délibéré, l'Assemblée prend note de la démission de Monsieur René SCHLIM et de Monsieur Marco NEUEN de leurs fonctions d'administrateurs et leur donne décharge à l'unanimité.

L'Assemblée nomme à la fonction d'administrateur:

- Madame Annette SCHROEDER, administrateur, avec adresse professionnelle au 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg

- Monsieur Claudio TOMASSINI, administrateur, avec adresse professionnelle au 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg

Leur mandat respectif prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2011099085/20.

(110112571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2011.

---

**EPAM Systems S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 128.409.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2011.

Stijn Curfs  
Mandataire

Référence de publication: 2011098025/13.

(110110594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**EUDECO - European Development Company S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.

R.C.S. Luxembourg B 106.111.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour compte de EUDECO-European Development Company S.A.  
Fiduplan S.A.  
Signature

Référence de publication: 2011098026/13.

(110110611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**LCB Prop Co. C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 158.404.

In the year two thousand and eleven, on the sixteenth day of June.

Before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

ECE European Prime Shopping Centre Hold Co. C S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 158.363,

here represented by José María Ortiz, Director, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a power of attorney dated 14 June 2011,

in its capacity as sole shareholder of LCB Prop Co. C S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 158.404, incorporated on 28 December 2010 pursuant to a deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 816 of 26 April 2011 (the Company). The articles of incorporation of the Company have not yet been amended.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to enact the following:

I. ECE European Prime Shopping Centre Hold Co. C S.à r.l. is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of the Company and represents the entire share capital of the Company;

II. the Sole Shareholder takes the following resolution:

*Resolution*

The Sole Shareholder resolves to transfer the registered office of the Company to 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern and to subsequently amend article 2 paragraph 2.1. of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

**Art. 2. Registered office. Paragraph 2.1.**

“2.1. The registered office of the Company is established in Contern, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.”

*Estimated costs*

The aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately nine hundred euro (EUR 900.-).

*Declaration*

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Contern, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, said person appearing, signed together with the notary the present original deed.

**Deutsche Uebersetzung des vorstehenden Textes**

Am sechzehnten Tag des Monats Juni im Jahre zweitausendelf,

ist vor dem unterzeichnenden Notar Edouard DELOSCH, mit Amtssitz in Rambrouch, im Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIENEN:

die ECE European Prime Shopping Centre Hold Co. C.S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 158.363,

hier vertreten durch José María Ortiz, Wirtschaftswissenschaftler, geschäftsansässig in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der Rechtsanwaltsvollmacht, welche am 14 Juni 2011 erteilt wurde,

in ihrer Eigenschaft als Alleingesellschafterin der LCB Prop Co. C.S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach luxemburgischen Recht, mit Gesellschaftssitz in 2-8, Avenue Charles de Gaulle in L-1653 Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer 158.404, gegründet durch die Urkunde von Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Rambrouch, Großherzogtum Luxemburg vom 28. Dezember 2010, im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 816 von 26. April 2011, (die Gesellschaft). Die Satzung der Gesellschaft wurde noch nicht abgeändert.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um diese später bei der Registrierungsbehörde einzureichen.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben dargestellt, hat den unterzeichnenden Notar ersucht, folgendes zu beurkunden:

I. ECE European Prime Shopping Centre Hold Co. C.S.à r.l. ist Alleingesellschafterin der Gesellschaft (die Alleingesellschafterin) und vertritt das gesamte Gesellschaftskapital;

II. Die Alleingesellschafterin fasst folgenden Beschluss:

*Beschluss*

Die Alleingesellschafterin beschließt den eingetragenen Gesellschaftssitz der Gesellschaft in die 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern zu verlegen und demzufolge Artikel 2 Absatz 2.1. der Satzung der Gesellschaft abzuändern, welcher fortan wie folgt lauten soll:

**Art. 2. Gesellschaftssitz. Absatz 2.1.**

„2.1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Contern, im Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführungsrates der Gesellschaft an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Satzungsänderung an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.“

*Voraussichtliche Kosten*

Die voraussichtlichen Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde entstehen, werden ungefähr neunhundert Euro (EUR 900,-) betragen.

*Erklärung*

Der unterzeichnende Notar, welcher der englischen Sprache im Verständnis und im Sprachgebrauch mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Partei die Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfasst wurde, und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und deutschen Text, die englische Fassung maßgeblich sein soll.

Um dieses zu beurkunden wurde diese notarielle Urkunde am vorgenannten Tag in Contern aufgenommen.

Nachdem das Dokument der erschienenen Partei vorgelesen wurde, wurde dieses von dieser erschienenen Person und dem unterzeichnenden Notar unterschrieben.

Gezeichnet: J.M. Ortiz, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert le 22 juin 2011. Relation: RED/2011/1240. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): KIRSCH.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Rambrouch, den 22. Juni 2011.

Référence de publication: 2011102681/95.

(110116657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

---

**Eupalinos S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1635 Luxembourg, 101, allée Léopold Goebel.

R.C.S. Luxembourg B 47.786.

Les Comptes Annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2011098027/11.

(110110789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Expression 3, Société Anonyme.**

Siège social: L-1230 Luxembourg, 40, rue Jean Bertels.

R.C.S. Luxembourg B 68.250.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011098028/10.

(110110891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Fidessa Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 101.229.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2011.

*Pour FIDESSA FUND*

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

*Agent Domiciliaire*

Marc-André BECHET / Corinne ALEXANDRE

*Directeur / -*

Référence de publication: 2011098030/15.

(110110819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**F.S.W. s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9516 Wiltz, 1, rue du Château.

R.C.S. Luxembourg B 96.060.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011098029/10.

(110110998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

**I.F.D.C., International Finance Development Company, Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 21.124.

Par décision du Conseil d'Administration du 15 juin 2011, Monsieur Geoffrey Richard MILLER, 32 Ludgate Hill, London EC4 M7DR, United Kingdom, a été cooptée au Conseil d'Administration.

Son mandat s'achèvera avec ceux des autres Administrateurs à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2012.

Luxembourg, le 08 JUIL. 2011.

*Pour: INTERNATIONAL FINANCE DEVELOPMENT COMPANY en abrégé "I.F.D.C."*

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Mireille Wagner

Référence de publication: 2011098047/16.

(110110575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

**FSL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6868 Wecker, 7, am Scheerleck.

R.C.S. Luxembourg B 152.362.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011098032/10.

(110111009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

**Athene International S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. TPG Echternach S. à r.l.).**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 160.410.

In the year two thousand and eleven, on the seventeenth day of the month of June.

Before Maître Edouard Delosch, notary, residing in Rambrouch, (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared

TPG Star, L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office at Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, County of New Castle, Delaware 19801, United States of America, registered with the Secretary of State Delaware under number 5241809, acting through its general partner TPG STAR GenPar, L.P., in turn acting through its general partner TPG STAR GenPar Advisors, L.L.C,

represented by Me Christophe Bregeon, maître en droit, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 15 June 2011,

being the sole shareholder and holding all the one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares in issue in "TPG Echternach S.à r.l." (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, incorporated on 14 March 2011 by deed of Me Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial").



The appearing party declared and requested the notary to record as follows:

(A) The sole shareholder holds all the shares in issue in the Company so that decisions can validly be taken on the item of the agenda set out below.

(B) The item on which a resolution is to be passed is as follows:

- Change of name of the Company into "Athene International S.à r.l." and consequential amendment of article 1 of the articles of association of the Company as set forth below:

" **Art. 1. Denomination.** A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Athene International S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation."

Thereafter the following resolutions were passed:

*Sole resolution*

The sole shareholder of the Company resolved to change the name of the Company into "Athene International S.à r.l." and to amend article 1 of the articles of association of the Company as set forth in the agenda.

There being no further item on the agenda the meeting was closed.

*Expenses*

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at nine hundred euro (EUR 900.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the notary by his/her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille onze, le dix-septième jour du mois de juin,

Pardevant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Rambrouch,

A comparu

TPG Star, L.P., un limited partnership constituée et existant sous les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, County of New Castle, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique, inscrite auprès du Secretary of State Delaware sous le numéro 5241809, agissant par son general partner TPG STAR GenPar, L.P., agissant à son tour par son general partner TPG STAR GenPar Advisors, L.L.C., représentée par Me Christophe Bregeon, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 15 juin 2011,

étant l'associé unique et détenant toutes les un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales émises dans «TPG Echternach S.à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, constituée le 14 mars 2011 suivant acte par Me Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»).

La partie comparante a déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

(A) L'associé unique détient toutes les parts sociales émises dans la Société de sorte que des décisions peuvent valablement être prises sur le point porté à l'ordre du jour ci-dessous.

(B) Le point sur lequel une résolution doit être passée est le suivant:

- Changement de dénomination de la Société en «Athene International S.à r.l.» et modification subséquente de l'article 1 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur suivante:

« **Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il est formé par la comparante et toutes les personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Athene International S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.»

Ensuite, la résolution suivante a été passée:

*Résolution unique*

L'associé unique de la Société a décidé de changer la dénomination de la Société en «Athene International S.à r.l.» et de modifier l'article 1 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur indiquée dans l'ordre du jour.

Plus rien ne figurant dans l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

100058

Dépenses

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à neuf cents euros (EUR 900,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la partie comparante, le présent procès-verbal est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. Bregeon, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 22 juin 2011. Relation: RED/2011/1253. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Rambrouch, le 22 juin 2011.

Référence de publication: 2011102900/88.

(110116731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

---

**Global Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 76.296.

Les comptes au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011098033/10.

(110110860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**GPC International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 64.486.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011098034/10.

(110111020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Société civile immobilière JACQUIMMO, Société Civile Immobilière.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg E 1.818.

*Extrait de publication du constat  
de cessions de parts du 22 mai 2011*

Suite au décès de Monsieur Alexandre JACQUEMART, les seuls et uniques associés représentant l'intégralité du capital social de la société civile immobilière SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE JACQUIMMO, ayant son siège social à L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg, sous la section E numéro 1.818, sont

1.- Monsieur Georges JACQUEMART, né à Luxembourg, le 6 avril 1948 (i.n. 1948 04 06 411) demeurant à NY-10011 New York, 133, West 22<sup>nd</sup>, Street / Appartement 7H

propriétaire de quatre cent-vingt (420) parts sociales

3.- Madame Andrée JACQUEMART, née à Luxembourg, le 21 janvier 1951 (i.n. 1951 01 21 506) demeurant à L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue,

propriétaire de quatre cent-vingt (420) parts sociales, et

4.- Monsieur Charles JACQUEMART, né à Luxembourg, le 15 août 1953 (i.n. 1953 08 15 350) demeurant à CH-1201 Genève, 30, quai du Seujet,

propriétaire de quatre cent-vingt (420) parts sociales.

G. JACQUEMART / A. JACQUEMART / C. JACQUEMART.

Référence de publication: 2011102846/23.

(110117014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

---

**Great Prospects (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 139.137.

---

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2011.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant B

Référence de publication: 2011098035/14.

(110110563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Great Prospects (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 139.137.

---

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juillet 2011.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant B

Référence de publication: 2011098036/14.

(110110564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Greenwill, Société Anonyme,**

**(anc. Greenwill S.A.).**

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 66.874.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 6 juillet 2011.

Pour la société

Anja HOLTZ

Le notaire

Référence de publication: 2011098037/14.

(110110707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Grimsby Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 95.093.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Represented by Alexandra Petitjean / Eric Lechat

Référence de publication: 2011098038/12.

(110110845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Gustavia Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2551 Luxembourg, 41, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 108.452.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08.07.2011.

Signature.

Référence de publication: 2011098039/10.

(110110607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Heco Reassurantie S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 98.417.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société HECO REASSURANTIE S.A.*

AON Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2011098040/12.

(110110579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Helicopters Services Europe, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 66.311.

EXTRAIT

Avec effet au 18 mars 2011, Monsieur Gianluca NINNO a donné sa démission en tant qu'administrateur de la société HELICOPTERS SERVICES EUROPE SARL, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 0066311.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2011.

Gianluca NINNO

*Administrateur*

Référence de publication: 2011098041/15.

(110111177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**diffusion saint-paul, Société Anonyme.**

Siège social: L-2339 Luxembourg, 2, rue Christophe Plantin.

R.C.S. Luxembourg B 65.930.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 30 juin 2011*

ad 5) Les mandat des membres du conseil d'administration MM Paul Meyers, président, Marc Weyer et Alain Schreurs arrivent à terme et l'assemblée décide de renouveler leur mandats pour la durée de deux années jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annuelle qui se tiendra en 2013.

Le mandat du commissaire aux comptes, M. Georges Heirendt, arrive à terme. L'assemblée décide de renouveler le mandat de M. Heirendt pour la durée de deux années jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annuelle qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Paul MEYERS  
Président

Référence de publication: 2011098136/17.

(110111495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2011.

**Helicopters Services Europe, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 66.311.

—  
EXTRAIT

Avec effet au 18 mars 2011, Monsieur Natale CAPULA a donné sa démission en tant qu'administrateur de la société HELICOPTERS SERVICES EUROPE SARL, immatriculée auprès du Registre de commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 0066311.-

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2011.

Natale CAPULA  
Administrateur

Référence de publication: 2011098042/15.

(110111180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

**Alvogen IPCo S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 149.131.

—  
EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 4 juillet 2011 que M. Marc Lefebvre, née le 30 août 1976 à Rocourt (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, a été nommée gérant C de la Société, pour une durée indéterminée, en remplacement du gérant C démissionnaire, M. Bernd Janietz.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2011.

Pour Alvogen IPCo S.à r.l.  
Un mandataire

Référence de publication: 2011098142/17.

(110111798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2011.

**Accessible Luxury Holdings 1 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 116.526.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-seventh day of June.

Before us, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg,

was held the extraordinary general meeting of shareholders (the Meeting) of ACCESSIBLE LUXURY HOLDINGS 1 S.A., a Luxembourg public limited company (société anonyme), with registered office at 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 116.526, incorporated by a notarial deed of Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven on May 2, 2006, published in the Mémorial C number 1419 dated July 24, 2006. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended several times and for the last time by a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, on April 20, 2010, published in the Mémorial C, number 1028 dated May 17, 2010.

The Meeting was opened by Me Xavier GUZMAN, lawyer, with professional address in Luxembourg, being in the chair (the Chairman), who appointed as secretary Me Laure MERSCH, lawyer with professional address in Luxembourg (the Secretary).

The Meeting elected as scrutineer Me Marieke KERNET, lawyer, with professional address in Luxembourg (the Scrutineer, and together with the Chairman and the Secretary constituting the bureau of the Meeting).

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declares that:

I. The shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list. This attendance list as well as the proxies after been signed by the bureau of the Meeting and the notary, will remain attached to the present minutes for registration purposes.

II. It appears from said attendance list, that all of the shares are represented at the present Meeting, so that the Meeting can validly decide on all items of the agenda which are known to the shareholders.

III. The agenda of the Meeting is the following:

1. waiver of the convening notices

2. Increase of the subscribed share capital of the Company by an amount of three million nine hundred sixty-six thousand one hundred euro and thirty-two cents (EUR 3,966,100.32) in order to bring the share capital from its current amount of five million five hundred sixty-five thousand seven hundred twenty-eight euro (EUR 5,565,728.-), represented by two million two hundred seventy-seven thousand eight hundred nineteen (2,277,819) class A shares (the Class A Shares) and two million two hundred ten thousand six hundred seventy-one (2,210,671) class B shares (the Class B Shares) with a par value of one euro and twenty-four cents (EUR 1.24) each, up to an amount of nine million five hundred thirty-one thousand eight hundred twenty-eight euro and thirty-two cents (EUR 9,531,828.32), by way of issuance of one million six hundred twenty-three thousand one hundred fifty-nine (1,623,159) Class A Shares and one million five hundred seventy-five thousand three hundred nine (1,575,309) Class B Shares having a par value of one euro and twenty-four cents (EUR 1.24) each;

3. subscription for and payment of the share capital increase specified in item 1;

4. amendment of Article 5.1. of the Company's articles of association in order to reflect the increase of share capital and the issuance of new shares so made;

5. amendment of the shareholder's register; and

6. miscellaneous.

After the foregoing has been approved by the Meeting, the Meeting after deliberation, unanimously took the following resolutions:

#### *First resolution*

The meeting notes that all the shareholders are present or represented and have waived the convening formalities.

#### *Second resolution*

The Meeting unanimously resolves to increase the subscribed share capital of the Company by an amount of three million nine hundred sixty-six thousand one hundred euro and thirty-two cents (EUR 3,966,100.32) in order to bring the share capital from its current amount of five million five hundred sixty-five thousand seven hundred twenty-eight euro (EUR 5,565,728.-), represented by two million two hundred seventy-seven thousand eight hundred nineteen (2,277,819) Class A Shares and two million two hundred ten thousand six hundred seventy-one (2,210,671) class B shares with a par value of one euro twenty-four cents (EUR 1.24) each, up to an amount of nine million five hundred thirty-one thousand eight hundred twenty-eight euro and thirty-two cents (EUR 9,531,828.32), by way of the issuance of one million six hundred twenty-three thousand nine hundred fifty-nine (1,623,159) Class A Shares and one million five hundred seventy-five thousand three hundred nine (1,575,309) Class B Shares having a par value of one euro twenty-four cents (EUR 1.24) each, having the same rights as the existing Class A and Class B Shares.

#### *Third resolution*

The total of the newly issued shares are then subscribed and fully paid-up by the existing shareholders in the Company on a pro rata basis as follows:

1. INVESTINDUSTRIAL III L.P., established at 1, Duchess Street, London W1W 6AN, United Kingdom with registration number LP10560, represented by its general partner Investindustrial Partners Limited, with its registered office at Whiteley Chambers, Don Street, St. Helier, Jersey JE4 9WG, registered in Jersey under number 86036 which is represented by Me Marieke KERNET, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal which declares to subscribe to one million six hundred twenty-three thousand one hundred fifty-nine (1,623,159) newly issued Class A Shares and to pay them up by a contribution in cash amounting to two million twelve thousand seven hundred seventeen euro and sixteen cents (EUR 2,012,717.16) to be allocated to the share capital of the Company;

2. WISE SGR SpA in its capacity as manager of the fund «Wisecuity II e Macchine Italia», with registered office at Viale Majno 38, 20129 Milano, Italy, represented by Me Marieke KERNET, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal which declares to subscribe to five hundred thousand four hundred ninety-six (500,496) newly issued Class B Shares and to pay them up by a contribution in cash amounting to six hundred twenty thousand six hundred fifteen euro and four cents (EUR 620,615.04) to be allocated to the share capital of the Company;

3. Intesa San Paolo SpA, with registered office at Piazza Scala 6, 20121 Milano, Italy, which is represented by Me Marieke KERNET, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal which declares to subscribe to five hundred thousand four hundred ninety-six (500,496) newly issued Class B Shares and to pay them up by a contribution in cash amounting to six hundred twenty thousand six hundred fifteen euro and four cents (EUR 620,615.04) to be allocated to the share capital of the Company;

4. 21 Investimenti SGR SpA in its capacity as manager of the fund «Giada Equity Fund» with registered office at Via G. Felissent 90, 31100 Treviso, Italy, which is represented by Me Marieke KERNET, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal which declares to subscribe to two hundred fifty thousand two hundred forty-eight (250,248) newly issued Class B Shares and to pay them up by a contribution in cash amounting to three hundred ten thousand three hundred seven euro and fifty-two cents (EUR 310,307.52) to be allocated to the share capital of the Company;

5. 21 Investimenti SGR SpA in its capacity as manager of the fund «Idea Industria» with registered office at Via G. Felissent 90, 31100 Treviso, Italy, which is represented by Me Marieke KERNET, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal which declares to subscribe to two hundred fifty thousand two hundred forty-eight (250,248) newly issued Class B Shares and to pay them up by a contribution in cash amounting to three hundred ten thousand three hundred seven euro and fifty-two cents (EUR 310,307.52) to be allocated to the share capital of the Company;

6. WILSHIRE PRIVATE MARKETS SHORT DURATION FUND I, LP, with registered office at 1299 Ocean Avenue, Suite 700, Santa Monica, CA 90401, USA, which is represented by Me Marieke KERNET, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal which declares to subscribe to seventy-three thousand eight hundred twenty-one (73,821) newly issued Class B Shares and to pay them up by a contribution in cash amounting to ninety-one thousand five hundred thirty-eight euro and four cents (EUR 91,538.04) to be allocated to the share capital of the Company.

All the issued Class A and Class B Shares have thus been fully paid-up by way of contribution in cash of an aggregate amount of three million nine hundred sixty-six thousand one hundred euro and thirty-two cents (EUR 3,966,100.32) so that this amount is as now at the disposal of the Company and proof of which has been duly given to the undersigned notary who expressly acknowledges it.

#### *Fourth resolution*

The Meeting unanimously resolves to amend paragraph 1 of Article 5 of the Company's articles of association to be read as follows:

« **Art. 5. First paragraph.** The corporate capital is set at nine million five hundred thirty-one thousand eight hundred twenty-eight euro and thirty-two cents (EUR 9,531,828.32) divided into three million nine hundred thousand nine hundred seventy-eight (3,900,978) class A shares (the «Class A Shares») and three million seven hundred fifty-eight thousand nine hundred eighty (3,758,980) class B shares (the «Class B Shares»), having a par value of one euro twenty-four cents (EUR 1.24) each.»

#### *Fifth resolutions*

The Meeting unanimously resolves that the shareholder's register shall be amended in order to reflect the above resolutions, and gives power to any manager of the Company, with full power of substitution, to proceed with the said amendments.

#### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 3,500.-.

#### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English text and the French text, the English text shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the bureau of the Meeting, the bureau of the Meeting signed together with the notary the present original deed.

#### **Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le vingt-septième jour du mois de juin.

Par-devant Nous, Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'Assemblée) de ACCESSIBLE LUXURY HOLDINGS 1 S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois avec siège social au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 116.526, constituée suivant acte reçu de Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, en date du 2 mai 2006, publié au Mémorial C, numéro 1419 du 24 juillet 2006. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant un acte de Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 6 mai 2010, publié au Mémorial C, numéro 1028 du 17 mai 2010.

L'Assemblée a été ouverte sous la présidence de Me Xavier GUZMAN, avocat, (le Président), avec adresse professionnelle au Luxembourg, qui a nommé comme secrétaire Me Anne SINGER, avocat, avec adresse professionnelle au Luxembourg (le Secrétaire).

L'Assemblée a élu comme scrutateur Me Marieke KERNET, avocat, avec adresse professionnelle au Luxembourg (le Scrutateur, et constituant ensemble avec le Président et le Secrétaire le bureau de l'Assemblée). Le bureau de l'Assemblée ainsi constitué, le Président expose que:

I. Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence ainsi que les procurations des actionnaires représentés, signées par les actionnaires ou les mandataires des actionnaires représentés, et, le cas échéant, le bureau de l'Assemblée, resteront annexés au présent procès-verbal.

II. Il ressort de la liste de présence, que toutes les actions sont représentées à la présente Assemblée; de sorte que l'Assemblée puisse délibérer valablement sur tous les points à l'ordre du jour dont les actionnaires ont été informés.

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. augmentation du capital social souscrit de la Société d'un montant de trois millions neuf cent soixante-six mille cent euros et trente-deux centimes d'euro (EUR 3.966.100,32), en vue de le porter de son montant actuel de cinq millions cinq cent soixante-cinq mille sept cent vingt-huit euros (EUR 5.565.728,-), représenté par deux millions deux cent soixante-dix-sept mille huit cent dix-neuf (2.277.819) actions de classe A (les «Actions de Classe A») et deux millions deux cent dix mille six cent soixante et onze (2.210.671) actions de classe B (les «Actions de Classe B») ayant un pair comptable d'un euro et vingt-quatre centimes d'euro (EUR 1,24) chacune, à neuf millions cinq cent trente-et-un mille huit-cent vingt-huit euros et trente-deux centimes d'euro (EUR 9.531.828,32) par l'émission de un million six cent vingt-trois mille cent-cinquante-neuf (1.623.159) Actions de Classe A et un million cinq cent soixante-quinze mille trois cent neuf (1.575.309) Actions de Classe B ayant un pair comptable d'un euro et vingt-quatre centimes d'euro (EUR 1,24) chacune;

1. souscription à, et libération de l'augmentation de capital social mentionnée au point 1;

2. modification de l'Article 5.1 des statuts de la Société en vue de refléter l'augmentation de capital et l'émission de nouvelles actions ainsi réalisée;

3. modification du registre des actionnaires; et

4. divers.

Après approbation de ce qui précède par l'Assemblée générale, l'Assemblée après délibération, a pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

#### *Première résolution*

L'assemblée prend note que tous les actionnaires sont présents ou représentés et renoncent aux formalités de convocation.

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide à l'unanimité d'augmenter le capital souscrit de la société d'un montant de trois millions neuf cent soixante-six mille cent euros et trente-deux centimes d'euro (EUR 3.966.100,32), en vue de le porter de son montant actuel de cinq millions cinq cent soixante-cinq mille sept cent vingt-huit euros (EUR 5.565.728,-), représenté par deux millions deux cent soixante-dix-sept mille huit cent dix-neuf (2.277.819) actions de classe A et deux millions deux cent dix mille six cent soixante et onze (2.210.671) actions de classe B ayant un pair comptable d'un euro et vingt-quatre centimes d'euro (EUR 1,24) chacune, à un montant de neuf millions cinq cent trente et un mille huit cent vingt-huit euros et trente-deux centimes d'euros (EUR 9.531.828,32), par l'émission de un million six cent vingt-trois mille et cent cinquante-neuf (1.623.159) Actions de Classe A et un million cinq cent soixante-quinze mille trois cent neuf (1.575.309) Actions de Classe B ayant un pair comptable d'un euro et vingt-quatre centimes d'euro (EUR 1,24) chacune, ayant les mêmes droits que les Actions de Classe A et de Classe B existantes.

#### *Troisième résolution*

Toutes les actions nouvellement émises sont souscrites et payées par les actionnaires actuels de la Société sur une base pro rata comme suit:

1. INVESTINDUSTRIAL III L.P., ayant son siège social au 1, Duchess Street, London W1W 6AN, Royaume-Uni, numéro d'immatriculation LP10560, représentée par son actionnaire commandité Investindustrial Partners Limited, avec siège social au Whiteley Chambers, Don Street, St. Helier, Jersey JE4 9WG, Iles Anglo-normandes, immatriculée à Jersey sous le numéro 86036 représentée par Me Marieke KERNET, précitée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé qui déclare souscrire à un million six cent vingt-trois mille cent cinquante-neuf (1.623.159) Actions de Classe A nouvellement émises et les libérer par un apport en numéraire s'élevant à deux millions douze mille sept cent dix-sept euros et seize centimes d'euro (EUR 2.012.717,16) à affecter au compte de capital social de la Société;

2. WISE SGR SpA en sa qualité de gérant du fond «Wisequity II e Macchine Italia», ayant son siège social à Viale Majno 38, 20129 Milan, Italie, représentée par Me Marieke KERNET, précitée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé qui déclare souscrire à cinq cent mille quatre cent quatre-vingt-seize (500.496) Actions de Classe B nouvellement émises et les libérer par un apport en numéraire s'élevant à six cent vingt mille six cent quinze euros et quatre centimes d'euro (EUR 620.615,04) à affecter au compte de capital social de la Société;

3. Intesa Sanpaolo SpA, ayant son siège social à Piazza Scala 6, 20121 Milan, Italie, représentée par Me Laure MERSCH, précitée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé qui déclare souscrire à cinq cent mille quatre cent quatre-



vingt-seize (500.496) Actions de Classe B nouvellement émises et les libérer par un apport en numéraire s'élevant à six cent vingt mille six cent quinze euros et quatre centimes d'euro (EUR 620.615,04) à affecter au compte de capital social de la Société;

4. 21 Investimenti SGR SpA, en sa qualité de gérant du fond «Giada Equity Fund» ayant son siège social à Via G. Felissent 90, 31100 Trévise, Italie, représentée par Me Marieke KERNET, précitée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé qui déclare souscrire à deux cent cinquante mille deux cent quarante-huit (250.248) Actions de Classe B nouvellement émises et les libérer par un apport en numéraire s'élevant à trois cent dix mille trois cent sept euros et cinquante-deux centimes d'euro (EUR 310.307,52) à affecter au compte de capital social de la Société;

5. 21 Investimenti SGR SpA, en sa qualité de gérant du fond «Idea Industria» ayant son siège social à Via G. Felissent 90, 31100 Trévise, Italie, représentée par Me Marieke KERNET, précitée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé qui déclare souscrire à deux cent cinquante mille deux cent quarante-huit (250.248) Actions de Classe B nouvellement émises et les libérer par un apport en numéraire s'élevant à trois cent dix mille trois cent sept euros et cinquante-deux centimes d'euro (EUR 310.307,52) à affecter au compte de capital social de la Société;

6. WILSHIRE PRIVATE MARKETS SHORT DURATION FUND I, LP, ayant son siège social à 1299 Ocean Avenue, Suite 700, Santa Monica, CA 90401, USA, représentée par Me Marieke KERNET, précitée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé qui déclare souscrire à soixante-treize mille huit cent vingt et un (73.821) Actions de Classe B nouvellement émises et les libérer par un apport en numéraire s'élevant à quatre-vingt onze mille cinq cent trente huit euros et quatre centimes d'euro (EUR 91.538,04) à affecter au compte de capital social de la Société.

Toutes les actions de Classe A et Classe B sont donc intégralement libérées en numéraire, de sorte que le montant de trois millions neuf cent soixante-six mille cent euros et trente-deux centimes d'euros (EUR 3.966.100,32) est immédiatement à la disposition de la Société, dont la preuve a été apportée au notaire instrumentant au moyen d'un certificat bancaire.

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée décide à l'unanimité de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société, lequel aura la teneur suivante:

« **Art. 5. Premier Paragraphe.** Le capital social est fixé à neuf millions cinq cent trente et un mille huit cent vingt-huit euros et trente-deux centimes d'euro (EUR 9.531.828,32) divisé en trois millions neuf cent mille neuf cent soixante-dix-huit (3.900.978) actions de classe A (les «Actions de Classe A») et trois millions sept cent cinquante-huit mille neuf cent quatre-vingt (3.758.980) actions de classe B (les «Actions de Classe B») ayant un pair comptable d'un euro et vingt-quatre centimes d'euro (EUR 1,24) chacune.»

#### *Cinquième résolution*

L'Assemblée décide à l'unanimité que le registre des associés doit être modifier en vue de refléter les résolutions ci-dessous, et donne pouvoir à tout administrateur de Société, avec pouvoir de substitution afin de procéder à ces modifications.

#### *Frais*

Les dépenses, coûts, honoraires et charges, de quelque nature que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à 3.500,- EUR.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande des mêmes parties comparantes, il est précisé qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au bureau de l'Assemblée, le bureau de l'Assemblée a signé le présent acte original avec le notaire.

Signé: Xavier GUZMAN, Marieke KERNET, Laure MERSCH, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 1<sup>er</sup> juillet 2011. Relation GRE/2011/2364. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

*Le Receveur ff. (signé): Ronny PETER.*

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 8 juillet 2011.

Référence de publication: 2011102425/238.

(110117072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

**Immo-Plâtre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4451 Belvaux, 334, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 100.618.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFINTER S.A.  
"Le Dôme" - Espace Pétrusse  
2, Avenue Charles de Gaulle  
L-1653 Luxembourg  
B.P. 351 L-2013 LUXEMBOURG  
Signature

Référence de publication: 2011098044/15.

(110110647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

**Immotrop S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1924 Luxembourg, 43, rue Emile Lavandier.  
R.C.S. Luxembourg B 43.771.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011098045/10.

(110110990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

**LSREF Summer Loans, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 232.250,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 147.682.

In the year two thousand and eleven, on the eighth day of July.  
Before Us Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg.

**THERE APPEARED:**

LSREF Summer Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 147.684, represented by Mr Philippe Jusseau,

here represented by Mr Paul Berna, attorney-at-law, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Luxembourg on 7 July 2011,

(the Sole Shareholder),

which proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party has requested the undersigned notary to act that it represents the entire share capital of LSREF Summer Loans S.à r.l. (the Company), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 147.682, incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer dated 6 August 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C-N° 1766 of 12 September 2009, that has been amended several times and for the last time pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer dated 26 May 2011, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Sole Shareholder acknowledges that the present extraordinary general meeting is regularly constituted and that it may validly deliberate on the following agenda:

*Agenda*

1. Decision to reduce the share capital of the Company from its current amount of EUR 242,500 (two hundred forty-two thousand five hundred euro) by an amount of EUR 10,250 (ten thousand two hundred and fifty euro) to an amount of EUR 232,250 (two hundred thirty-two thousand two hundred and fifty euro) via the cancellation of 82 (eighty-two) ordinary shares, having a par value of EUR 125 (one hundred twenty-five euro) each;

2. Amendment of article 6 of the articles of association of the Company; and

3. Amendment to the share register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority to any manager of the Company and any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg, to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company to the registration of the cancelled shares in the share register of the Company.

This having been declared, the Sole Shareholder, represented as stated above, has taken the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to decrease the share capital of the Company from its current amount of EUR 242,500 (two hundred forty-two thousand five hundred euro), represented by 1,940 (one thousand nine hundred forty) ordinary shares with a nominal value of EUR 125 (one hundred twenty-five euro) each,

by an amount of EUR 10,250 (ten thousand two hundred and fifty euro)

to an amount of EUR 232,250 (two hundred thirty-two thousand two hundred and fifty euro), represented by 1,858 (one thousand eight hundred fifty-eight) ordinary shares with a nominal value of EUR 125 (one hundred twenty-five euro) each,

via the cancellation of 82 (eighty-two) ordinary shares having a nominal value of EUR 125 (one hundred twenty-five euro) each, and to reimburse to the Sole Shareholder the said amount of EUR 10,250 (ten thousand two hundred and fifty euro).

As a consequence of the share capital reduction, the Sole Shareholder holds 1,858 (one thousand eight hundred fifty-eight) ordinary shares.

*Second resolution*

As a consequence of the first resolution, the Sole Shareholder resolves to amend article 6 of the articles of association of the Company, which English version shall be henceforth reworded as follows:

" **Art. 6.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 232,250 (two hundred thirty-two thousand two hundred and fifty euro), represented by 1,858 (one thousand eight hundred fifty-eight) ordinary shares with a nominal value of EUR 125 (one hundred twenty-five euro) each."

*Third resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and hereby empowers and authorises any manager of the Company and any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg, to proceed on behalf of the Company to the registration of the cancelled shares in the share register of the Company and to see to any formalities in connection therewith.

Nothing else being on the agenda, the meeting is closed.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated above.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party the present deed is worded in English, followed by a French translation. At the request of the appearing party and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated to the proxyholder of the appearing party, said person appearing signed with Us, the notary, the present original deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le huit juillet.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire résidant à Luxembourg,

**A COMPARU:**

LSREF Summer Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147.684, représentée par Philippe Jusseau,

ici représentée par Me Paul Berna, avocat à la Cour, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 7 juillet 2011,

(l'Associé Unique).

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentaire, demeurera attachée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentaire de prendre acte de ce qu'il représente la totalité du capital social de la société à responsabilité limitée dénommée LSREF Summer Loans S.à r.l. (la Société), société de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147.682, constituée selon acte de Maître Martine Schaeffer du 6 août 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C-N ° 1766 du 12 septembre 2009, modifié à plusieurs reprises et la dernière fois selon acte de Maître Martine Schaeffer du 26 mai 2011, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Associé Unique déclare que la présente assemblée générale extraordinaire est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour*

1. Réduction de capital de la Société de son montant actuel de EUR 242.500 (deux cent quarante-deux mille cinq cents euros) par un montant de EUR 10.250 (dix mille deux cent cinquante euros), pour le porter à un montant de EUR 232.250 (deux cent trente-deux mille deux cent cinquante euros) par voie d'annulation de 82 (quatre-vingt-deux) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) chacune;

2. Modification de l'article 6 des statuts de la Société; et

3. Modification du registre de parts sociales de la Société de façon à refléter les changements effectués ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société ou tout avocat ou employé d'Allen & Overy Luxembourg, afin d'effectuer au nom de la Société, par sa seule signature, pour le compte de la Société, l'enregistrement des parts sociales annulées dans le registre de parts sociales de la Société.

Ceci ayant été déclaré, l'Associé Unique représenté comme indiqué ci-avant, a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Associé Unique décide de réduire le capital social de la Société par un montant de EUR 10.250 (dix mille deux cent cinquante euros)

pour le porter de son montant actuel de EUR 242.500 (deux cent quarante-deux mille cinq cents euros), représenté par 1.940 (mille neuf cent quarante) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) chacune,

à un montant de EUR 232.250 (deux cent trente-deux mille deux cent cinquante euros), représenté par 1.858 (mille huit cent cinquante-huit) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) chacune,

par voie d'annulation de 82 (quatre-vingt-deux) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) chacune, et de rembourser ce montant de EUR 10.250 (dix mille deux cent cinquante euros) à l'Associé Unique.

Suite à cette réduction de capital, l'Associé Unique détient 1.858 (mille huit cent cinquante-huit) parts sociales ordinaires émises par la Société.

*Seconde résolution*

Suite à la première résolution, l'Associé Unique décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société, dont la version française aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de EUR 232.250 (deux cent trente-deux mille deux cent cinquante euros), représenté par 1.858 (mille huit cent cinquante-huit) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) chacune."

*Troisième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier le registre de parts sociales de la Société afin de refléter les changements effectués ci-dessus et mandate et autorise par la présente tout gérant de la Société et tout avocat ou employé de Allen & Overy Luxembourg, afin d'effectuer pour le compte de la Société l'enregistrement des parts sociales annulées dans le registre de parts sociales de la Société et de prendre en charge toute formalité en relation avec ce point.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée est clôturée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui parle et comprend l'anglais, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de la partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: P. Berna et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 juillet 2011. LAC/2011/31623. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2011.

Référence de publication: 2011099428/137.

(110113365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2011.

---

**John Taylor Corporate S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 147.150.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08.07.2011.

TMF Corporate Services S.A.

Signatures

Director

Référence de publication: 2011098048/13.

(110111075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

**JP Commercial II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 114.262.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 10 Février 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 931 du 12. Mai 2006.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

JP Commercial II S.à r.l.

Par procuration

Diane Wolf

Référence de publication: 2011098049/16.

(110110586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

**Lilas Securities Sarl, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 105.767.

Le bilan rectificatif au 31 décembre 2010 qui remplace le dépôt référencé au numéro L110061947 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011098056/12.

(110110572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

**JP Commercial VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 129.114.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Remich, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 21 mai 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1627 du 2 août 2007.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

JP Commercial VI S.à r.l.  
Par procuration  
Diane Wolf

Référence de publication: 2011098050/16.

(110111318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**K.E. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8440 Steinfort, 55, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 23.573.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011098051/10.

(110110994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Kaltchuga Capital Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 8, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 123.324.

*Extrait de Résolution Circulaire du Conseil d'Administration du 29 novembre 2010:*

Le Conseil d'Administration a décidé, par voir de Résolution Circulaire le 29 novembre 2010:

- D'accepter la démission de Monsieur Jacques KOSCUISCO-MORIZET en tant qu'administrateur de Kaltchuga Capital Management S.A., à compter du 29 novembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

KALTCHUGA CAPITAL MANAGEMENT SA

Signatures

Référence de publication: 2011098052/14.

(110110608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Educos Vision, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 162.049.

STATUTES

In the year two thousand eleven, on the sixth day of July.

Before Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

- Mrs. Elizabeth Anne BATH, Managing Director, born on May 3<sup>rd</sup> 1955 in Klerksdorp, South Africa, residing at 167 Acacia Road, Northcliff 2195 Johannesburg, South Africa;

- Mr. Terence PAYNTER, Technical Director, born on March 17<sup>th</sup> 1966 in Virginia, South Africa, residing at 540, Eagle Canyon Golf Estate, 1, Blueberry Street, Honeydew, 2170 South Africa;

both here represented by Mrs. Nadine GLOESENER, employee, with professional address at L-2740 Luxembourg, by virtue of proxy under private seal given on June 22<sup>nd</sup> 2011.

Said proxy, after signature ne varietur by the proholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as here above mentioned, have requested the undersigned notary to inscribe as follows the articles of incorporation of a société à responsabilité limitée:

**Art. 1.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10<sup>th</sup> August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles").

**Art. 2.**

2.1. The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular

acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever anywhere in the world. Furthermore, the company is developing software and selling licences thereof to companies anywhere in the world.

2.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any affiliated company belonging to the same group as the Company (hereafter referred as the "Connected Companies"). It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its Connected Companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets

2.3. The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

2.4. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

2.5. The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

2.6. The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

**Art. 3.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4.** The private limited liability Company will have the name "EDUCOS VISION".

**Art. 5.** The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 6.** The capital is set at twelve thousand four hundred Euro (EUR 12,400.-) divided into ten thousand (10.000) share quotas of one point twenty-four Euro (EUR 1,24.-) each.

**Art. 7.** The capital may be changed at any time by a decision of the partners' meeting.

**Art. 8.** Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

**Art. 9.** Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

**Art. 10.** In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

**Art. 11.** The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the partners.

**Art. 12.** The Company is managed by one or more managers who need not to be partners.

If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers ("conseil de gérance").

The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of partners holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the single signature of any of the members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

The meetings of the board of managers are convened by any manager.

The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

A manager can be represented at a meeting by another member of the board of managers.

The board of managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented by proxies and provided that at least two managers are physically present. Any decisions by the board of managers shall be adopted by a simple majority. The minutes of the meeting will be signed by the chairman and secretary of the meeting.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. The minutes of the meeting will be signed by the chairman and secretary of the meeting.

The board of managers may pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution. Such resolutions can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

**Art. 13.** The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

**Art. 14.** In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

**Art. 15.** The Company's year starts on the 1<sup>st</sup> of January of each year and ends on the 31<sup>st</sup> of December the same year.

**Art. 16.** Each year, with reference to 31<sup>st</sup> of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 17.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the partner(s) commensurate to his/ their share holding in the Company.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare interim statement of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;

2. These interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

**Art. 18.** At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

**Art. 19.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

#### *Transitory Provision*

The first financial year shall begin today and it shall end on 31<sup>st</sup> December 2011.

#### *Subscription - Payment*

All the 10.000 share quotas have been subscribed as follows:



- Elizabeth BATH, prenamed, five thousand . . . . .	5.000
- Terence PAYNTER, prenamed, five thousand . . . . .	5.000
Total: ten thousand shares . . . . .	10.000

The shares have been fully paid up in cash, so that the sum of twelve thousand four hundred Euro (EUR 12,400.-) is now available to the company, proof of which has been given to the undersigned notary who acknowledges it.

*Estimate*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the subscriber as a result of its formation are estimated at approximately one thousand two hundred and fifty (1.250.- EUR).

*Resolutions of the partners*

1) The company will be administered by two managers:

- Mrs. Elizabeth BATH, prenamed.
- Mr. Terence PAYNTER, prenamed.

The duration of their mandate is unlimited and they have the power to bind the company by their joint signature.

2) The address of the corporation is in L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le six juillet.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

- Madame Elizabeth Anne BATH, Managing Director, née le 3 mai 1955 à Klerksdorp, Afrique du Sud, demeurant à 167, Acacia Road, Northcliff, 2195 Johannesburg, Afrique du Sud;

- Monsieur Terence PAYNTER, Technical Director, né le 17 mars 1966 à Virginia, Afrique du Sud, demeurant à 540 Eagle Canyon Golf Estate, 1, Blueberry Street, Honeydew, 2170 Afrique du Sud;

tous les deux ici représentés par Madame Nadine GLOESENER, employée, demeurant professionnellement à L-2740 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 22 juin 2011 Laquelle procuration reste, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts").

**Art. 2.**

2.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière des actions, parts et autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôt et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, n'importe où dans le monde. En plus, la Société développera des logiciels et concédera des licences afférentes à des sociétés partout dans le monde.

2.2. La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci ne soit substantiel, ou à toute société qui serait actionnaire direct ou indirect de la Société, ou encore à toute société appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprise comme les "Sociétés Apparentées"). La Société pourra accorder toute garantie, fournir tout gage ou toute autre forme de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tout contrat ou obligation de la Société ou de Sociétés Apparentées

2.3. La Société pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

2.4. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, change, taux d'intérêt et autres risques.

2.5. La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements de propriété mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la construction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre obstruction de propriété mobilière ou immobilière.

2.6. L'énumération qui précède est purement énonciative et non limitative.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La Société à responsabilité limitée aura la dénomination "EDUCOS VISION".

**Art. 5.** Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège sociale peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de douze mille quatre cents euros (12.400.- EUR) représenté par dix mille (10.000) parts sociales de un euro virgule vingt-quatre (1.24.- EUR) chacune.

**Art. 7.** Le capital peut-être modifié à tout moment par une décision de l'assemblée générale des associés.

**Art. 8.** Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

**Art. 9.** Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

**Art. 10.** Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

**Art. 11.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite d'un des associés.

**Art. 12.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui ne doivent pas obligatoirement être associés.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance.

Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de l'un des membres du conseil de gérance.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de leurs pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président est empêché, un remplaçant sera élu parmi les membres présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Les réunions du conseil de gérance seront convoquées par tout gérant.

Le conseil de gérance pourra valablement délibérer sans convocation lorsque tous les gérants seront présents ou représentés.

Un gérant peut être représenté à une réunion par un autre membre du conseil de gérance.

Le conseil de gérance ne pourra valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations et qu'à tout le moins deux de ses membres soient physiquement présents. Toute décision du conseil de gérance doit être adoptée à une majorité simple. Les résolutions de la réunion seront signées par le président et le secrétaire de la réunion.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion des gérants par conférence téléphonique ou par des moyens de communication similaires à partir du Luxembourg de telle sorte que plusieurs personnes pourront communiquer simultanément. Cette participation sera réputée équivalente à une présence physique lors d'une réunion. Les résolutions de la réunion seront signées par le président et le secrétaire de la réunion.

Les membres du conseil de gérance ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur, e-mail ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constitue le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue. Ces résolutions pourront être documentées par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé (s) par tous les membres du conseil de gérance.

**Art. 13.** Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

**Art. 14.** En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

**Art. 15.** L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

**Art. 16.** Chaque année, au 31 décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

**Art. 17.** Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents statuts.

**Art. 18.** Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

**Art. 19.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2011.

#### *Souscription - Libération*

Toutes les 10.000 parts sociales ont été souscrites comme suit:

- Elizabeth BATH, prénommée, cinq mille parts . . . . .	5.000
- Terence PAYNTER, prénommé, cinq mille parts . . . . .	5.000
Total: dix mille parts sociales . . . . .	10.000

Elles ont été intégralement souscrites et libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille quatre cent euros (12.400.- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

#### *Frais*

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent au souscripteur ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille deux cent cinquante euros (1.250.- EUR).

#### *Décisions des associés*

1) La société est administrée par deux gérants:

- Madame Elizabeth BATH, prénommée.
- Monsieur Terence PAYNTER, prénommé.

La durée de leur mandat est illimitée et ils ont le pouvoir d'engager la société par leur signature conjointe.

2) L'adresse du siège social est fixée à L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: N. GLOESENER, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 juillet 2011. Relation: LAC/2011/31082. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg

Luxembourg, le 13 juillet 2011.

Référence de publication: 2011098296/310.

(110111252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2011.

---

**Merrill Lynch Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 96.380.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 juillet 2011.

Merrill Lynch Luxembourg Holdings S.à r.l.

Gérald Welvaert

Gérant B

Référence de publication: 2011098074/14.

(110110561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Klötze, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 257, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 111.478.

Les comptes annuels au 31 janvier 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011098053/10.

(110110943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Lemwerder, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 257, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 111.479.

Les comptes annuels au 31 janvier 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011098055/10.

(110110955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**La Royale Ressource Vive Distribution, Société Anonyme.**

Siège social: L-4976 Bettange-sur-Mess, 5, rue du Château d'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 63.504.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011098057/10.

(110110952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

**Alexander J Davies, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 38.696.

L'an deux mille onze, le trente jour du mois de juin.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire résidant à Niederanven (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Jeffrey Davies, demeurant à L-1328 Luxembourg, 77, rue Charlemagne;
- 2.- Monsieur Marc Thomas Davies, consultant, demeurant à L-1328 Luxembourg, 77, rue Charlemagne, ici représenté par Monsieur Jeffrey Davies, précité en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;
- 3.- JEFFERSON CORPORATE MANAGEMENT LIMITED, société de droit des Iles Vierges Britanniques, avec siège social à Waterfront Drive, Road Town, Tortola, enregistrée au Registre des Sociétés aux Iles Vierges Britanniques sous le numéro 150762, ici représentée par Monsieur Jeffrey Davies, précité en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesquelles procurations, paraphées «ne varietur» par la personne comparante es qualités qu'elle a agit et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Les comparants sub 1 et 2 ont requis le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

- que les comparants sub 1 à 2, précitées sont les seuls associés actuels de société à responsabilité limitée ALEXANDER J DAVIES avec siège social à L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch, constituée sous la dénomination de Rahier & Co, S.à r.l., suivant acte reçu par le notaire Frank Baden, de résidence à Luxembourg, en date du 20 novembre 1991, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 185 du 7 mai 1992, modifiée à plusieurs reprises et pour la dernière fois par acte du notaire Emile Schlessler, de résidence à Luxembourg en date du 22 juillet 2005 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 10 du 3 janvier 2006 et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 38.696 (la «Société»);

- que le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,00), divisé en cinq cents (500) parts sociales de vingt-quatre virgule quatre-vingts euros (EUR 24,80) chacune, entièrement libérées.

Ensuite, les comparants sub 1 et 2 représentant l'intégralité du capital, ont requis à l'unanimité le notaire soussigné de constater les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Les associés décident de modifier l'objet social de la Société et en conséquence l'article 5 des statuts de la société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** La société a pour objet la prestation de tous services professionnels relatifs aux professions de comptable, d'expert comptable, l'administration et la domiciliation de sociétés, la réalisation de missions de conseils fiscaux et économiques et tout mandat de surveillance et de contrôle en conformité avec les lois et règlements applicables à celles-ci.

Elle pourra, en outre, apporter tous conseils en gestion économique d'entreprises ainsi que leur re-structuration et liquidation, et effectuer les missions d'audit interne et d'audit externe à l'exception des missions confiées par la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession d'audit aux réviseurs d'entreprises agréés.

Elle pourra employer ses fonds, sans que cette énumération ne soit limitative, à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, participer à la création, au développement et au contrôle de toutes entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange, accorder tous concours, prêts, avances ou garanties à toute société dans laquelle elle dispose d'un intérêt direct ou indirect.

La société pourra, en outre, réaliser tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, civiles, mobilières et immobilières se rapportant directement, en tout ou en partie, à son objet social ou qui seront de nature à en faciliter ou développer la réalisation.»

En conséquence, les associés décident de modifier l'article 7 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 7.** le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,00), divisé en cinq cents (500) parts sociales de vingt-quatre virgule quatre-vingts euros (EUR 24,80) chacune, entièrement libérées.»

ENSUITE LES COMPARANTS SUB 1 A 3 ONT REQUIS LE NOTAIRE INSTRUMENTANT D'ACTER LES CESSIONS DE PARTS SOCIALES SUIVANTES:

Monsieur Marc Davies prénommé et représenté comme dit ci-avant déclare par la présente céder la part sociale qu'il détient dans la Société, au prix convenu entre parties, ce dont quittance et hors la comptabilité du notaire à Monsieur Jeffrey Davies, qui accepte.

Monsieur Jeffrey Davies, précité déclare par la présente céder 245 (deux cent quarante-cinq) parts sociales qu'il détient dans la Société, au prix convenu entre parties, ce dont quittance et hors la comptabilité du notaire à, JEFFERSON CORPORATE MANAGEMENT LIMITED prénommée, représentée comme dit ci-avant, qui accepte.

Suite à cette cession de parts, les comparants sub 2 et 3 sont devenus les deux seuls associés de la Société, et en cette qualité ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Deuxième résolution*

Les associés déclarent que la répartition des parts sociales sera désormais la suivante:

- Monsieur Jeffrey Davies, précité, . . . . .	255 parts sociales
- JEFFERSON CORPORATE MANAGEMENT LIMITED, précitée . . . . .	245 parts sociales
TOTAL: . . . . .	500 parts sociales

*Intervention*

Ensuite, Monsieur Jeffrey Davies, précité, agissant en sa qualité de gérant de la Société est intervenu et a déclaré ratifier les susdites cessions de parts sociales au nom de la Société, conformément à l'article 1690 du code civil.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, même date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la personne comparante es qualité qu'elle agit connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état civil et résidence, cette personne a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Jeffrey Davies, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 4 juillet 2011. LAC/2011/30165. Reçu 75.- €.

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Senningerberg, le 21 juillet 2011.

Référence de publication: 2011102440/78.

(110117193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2011.

---

**Anastacia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 82, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 123.766.

Par la présente, je donne ma démission comme administrateur de la société et ceci avec effet immédiat, Luxembourg, le 30 juin 2011.

Luis Miguel Ojeda Ruiz.

Référence de publication: 2011098163/9.

(110112254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2011.

---

**La Thériaque Luxembourgeoise S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4984 Sanem, Z.I. Gadderscheier.

R.C.S. Luxembourg B 110.822.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011098058/10.

(110110923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Les Grands Crus s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2125 Luxembourg, 11, rue de Marche.  
R.C.S. Luxembourg B 43.732.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour compte de Les Grands Crus Sarl*

Fiduplan S.A.

Signature

Référence de publication: 2011098059/13.

(110110614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Longchamp Strategies S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.  
R.C.S. Luxembourg B 106.481.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011098060/10.

(110110852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Ger Log 8 S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 271.080,00.**

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.  
R.C.S. Luxembourg B 127.179.

*Extrait des résolutions prises à l'assemblée générale ordinaire annuelle de la société tenue en date du 31 mai 2011 approuvant les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010*

*Le conseil d'administration:*

1. Monsieur Stephen LAWRENCE, demeurant actuellement 2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, administrateur A;
2. Monsieur Pii KETVEL, demeurant actuellement 2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, administrateur A;
3. Monsieur Bernd JANIETZ, demeurant actuellement 2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, Administrateur A;
4. Monsieur Michael CHIDIAC, demeurant actuellement 22, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, administrateur B;

est renouvelé jusqu'à l'issue de la prochaine assemblée générale ordinaire de la Société statuant sur les comptes clos en décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2011099870/21.

(110113145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2011.

---

**Louila Holding S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.  
R.C.S. Luxembourg B 92.241.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011098061/10.

(110110578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**LSF Lux Japan Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 142.577.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011098062/10.

(110110581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**LSREF Kachidoki Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 147.866.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011098063/10.

(110110582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**LSREF Kachidoki Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 147.866.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011098064/10.

(110110583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2011.

---

**Arcelor Mittal Foundation, Fondation.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg G 178.

Suite à la nomination de Monsieur Louis SCHORSCH, avec adresse au 1 South Dearborn, USA-60603 Chicago (IL), en tant que membre du Group Management Board d'ArcelorMittal, avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2011, ce dernier est de plein droit membre du Conseil des Gouverneurs d'Arcelor Mittal Foundation.

Suite au départ de Monsieur Christophe Cornier, membre du Group Management Board d'ArcelorMittal, avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2011, ce dernier ne fait plus partie du Conseil des Gouverneurs d'Arcelor Mittal Foundation.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2011.

Référence de publication: 2011098170/14.

(110112005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2011.

---

**Impex Lux Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9710 Clervaux, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 106.873.

Le Bilan au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22/07/2011.

Signature.

Référence de publication: 2011104991/10.

(110119150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2011.

---